Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 23 avril 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°364 ■

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

Saisie de 70 tonnes de farine à Tamanrasset

P 3

CRÉATION D'UN BLOC MAGHRÉBIN

Alger, Tunis et Tripoli se concertent

Les travaux de la 1ère Réunion consultative regroupant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, son homologue tunisien, M. Kaïs Saïed, et le président du Conseil présidentiel libyen, M. Mohamed Younes El-Menfi, ont débuté, lundi après-midi au Palais de Carthage (Tunis). P 3

RENCONTRE TECHNIQUE ALGÉRO-SUISSE

La transition énergétique et le traitement des déchets en débat

La transition énergétique et le traitement des déchets et leur rôle dans la durabilité environnementale ont été débattus, lundi à Alger, lors d'une rencontre technique algéro-suisse, organisée par la Chambre de commerce et d'industrie Suisse-Algérie (CCISA) et le World Trade centre, WTC- Algiers.

P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Cabale contre l'insuline algérienne !

Avec la mise en place d'une industrie locale, le secteur est devenu une source de revenus. En quelques décennies, l'Algérie s'est hissée au niveau des principaux producteurs pharmaceutiques d'Afrique. Notre production pharmaceutique, s'est hissée à un niveau tel, qu'une cabale est orchestrée contre l'insuline produite par l'Algérie. En effet, lors de l'ouverture du 17ème congrès national du Snapo, le ministre Ali Aoun a affirmé que les médicaments fabriqués en Algérie, notamment les génériques et l'insuline, font face à une «campagne acharnée».

P 5

LE DG DE L'AAPI À L'ADRESSE D'INVESTISSEURS POLONAIS

«L'Algérie offre de grands avantages concurrentiels»

Le Directeur général (DG) de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a relevé que l'Algérie «offre de grands avantages concurrentiels, notamment pour les coûts des éléments de la production (énergie et main-d'oeuvre), outre sa situation géographique l'érigeant en portail du marché africain et même européen».

P 4

CONSEIL DES MINISTRES

Les principales décisions de Tebboune 2

AVEC LA PARTICIPATION DE 650 EXPOSANTS

Le salon «DJAZAGRO 2024» s'ouvre à Alger P 3

FINANCEMENT ISLAMIQUE EN LIGNE

La BEA signe une convention de partenariat avec le web-marchand ACM P 5

COOPÉRATION

Attaf reçoit le directeur général de l'OIT

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, lundi au siège du ministère, le directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), M. Gilbert Houngbo qui effectue une visite en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.
La rencontre a permis aux deux parties de passer en revue les relations privilégiées entre l'Algérie et cette organisation internationale et d'examiner les voies et moyens de les renforcer et de les promouvoir à de plus larges perspectives, notamment à travers la mise en œuvre de programmes de coopération à dimension régionale et continentale, a précisé la même source.
A cette occasion, M. Attaf a réaffirmé "le soutien absolu de l'Algérie à M. Houngbo, étant le premier responsable africain à occuper le poste de directeur général de l'OIT, un soutien qui s'inscrit dans le cadre de l'attachement permanent de notre pays à renforcer la représentativité africaine au sein des organisations internationales et l'influence continentale sur le processus décisionnel international, au mieux des intérêts des Etats et peuples africains", conclut le communiqué.

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

Saisie de 70 tonnes de farine à Tamanrasset

Les agents de la brigade mobile relevant des services de l'inspection divisionnaire des Douanes d'In-Guezzam, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et les Garde-frontières, ont déjoué une tentative de contrebande de 70 tonnes de farine, a-t-on appris, lundi, de la cellule de communication de la direction régionale des Douanes à Tamanrasset.
Il s'agit de 2.800 sacs de farine de 25 kg chacun (70.000 kg) qui ont été saisis à bord de deux camions utilisés lors de cette tentative d'exportation frauduleuse, a-t-on précisé.
L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus des services compétents pour lutter contre la contrebande sous toutes ces formes, notamment celles liées aux produits subventionnés et de large consommation, a souligné la même source.

CONSEIL DES MINISTRES

Les principales décisions de Tebboune

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés inhérents à plusieurs secteurs, indique un communiqué du Conseil.

Synthèse S T

Après l'ouverture de la réunion par Monsieur le président de la République et la présentation par le Premier ministre de l'ordre du jour et de l'activité gouvernementale pour les deux dernières semaines, Monsieur le président de la République a donné les instructions et directives suivantes:

Concernant le projet de loi relatif à l'état civil:
Le président de la République a ordonné le report du débat dudit projet en vue de son enrichissement, soulignant l'importance particulière que revêt la loi sur l'état civil en tant que base de données qui doit être moderne et permanente et dont la gestion doit être confiée aux élus, représentants de la société. Monsieur le président a, également, instruit le ministre de la Justice à l'effet d'associer magistrats et walis à l'enrichissement de ce projet de loi.

Concernant les statuts des corps médical et paramédical :
Monsieur le président de la République a mis en avant le rôle pionnier des corps médical et paramédical dans la garantie de la sécurité sanitaire nationale, d'où l'impératif d'accorder une place particulière à ce secteur, impliquant la protection et la retraite, ainsi que des pensions incitatives en fonction de la nature des zones de travail, les statuts ne devant pas focaliser uniquement sur les aspects financiers. Pour ce faire, Monsieur le président à ordonné un nouvel examen des statuts en Conseil de Gouvernement.

Revalorisation des pensions et allocations de retraite

Le président de la République a donné son aval pour la révision des pensions de retraite, toutes catégories confondues, au regard de l'évolution du niveau de vie, en tenant compte des moyens financiers de l'Etat et en veillant à préserver la protection sociale de cette catégorie qui a beaucoup donné au pays, ordonnant au Gouvernement de le réexaminer minutieusement en Conseil de Gouvernement et de procéder à des examens approfondis pour définir le niveau des augmentations à décider de manière progressive lors du prochain Conseil des ministres.
Il a, également, enjoint au Gouvernement de trouver de nouveaux moyens de financement supplémentaires pour la Caisse nationale des retraites (CNR), afin que ces augmentations soient adaptées à l'évolution de l'économie nationale.

Financement des start-up

Lors de cette réunion, le Président Tebboune a affirmé le maintien par l'Etat du financement et du soutien des start-up qui ont évolué de manière remarquable ces dernières années, tout en associant le secteur privé dans cette opération, moyennant des incitations.
La prochaine étape est celle de la Qualité et non de la Quantité, en ce sens que le domaine des start-up est celui de l'économie de la connaissance, de l'intelligence et de l'efficacité économique, affirmant que le financement de ces entreprises doit cibler les jeunes et tenir compte du type de projets créés.
S'agissant du rapport d'étape sur l'évolution du processus de numérisation :
Le président de la République s'est félicité de la cadence positive du processus, notamment en ce qui concerne la numérisation des départements ministériels.
Enfin, le Conseil des ministres a donné son aval pour l'octroi d'une autorisation d'appel d'offres international pour le suivi, la réalisation et l'équipement de la nouvelle Cité médiatique "Dzair Media City". Dans ce contexte, Monsieur le Président de la République a souligné l'impératif d'associer des entreprises nationales à la réalisation de ce projet vital".

TIZI-OUZOU

Arrêt momentané de l'exploitation de la télécabine pour maintenance

L'Entreprise de transport algérien par câble (ETAC) a annoncé, lundi dans un communiqué, l'arrêt momentané de l'exploitation de la télécabine de la wilaya de Tizi-Ouzou. Cet arrêt intervient suite à « une anomalie technique détectée lors des contrôles préventifs journaliers, le samedi 20 avril 2024, aux alentours de 5h45 du matin, soit avant l'ouverture de l'exploitation au public, suscitant une réaction immédiate des équipes de maintenance », explique la même source. Ainsi, poursuit la même source, « après un diagnostic minutieux par les techniciens de l'ETAC, il a été impératif d'interrompre l'exploitation de l'installation par mesure de sécurité », ajoutant que « des travaux de maintenance sont actuellement en cours, tandis que les composants nécessaires sont en cours d'importation pour la réparation». « L'opération de maintenance est estimée à une semaine », précise l'ETAC, expliquant qu'une « solution de transport alternatif est en cours de mise en place par la direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou afin d'assurer la continuité du service pour les usagers ». L'entreprise a, par ailleurs, assuré que « toutes les mesures sont prises pour résoudre le problème dans les plus brefs délais et garantir un service fiable et sécurisé », affirmant que « la sécurité demeure sa priorité absolue ».

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CRÉATION D'UN BLOC MAGHRÉBIN

Alger, Tunis et Tripoli se concertent

Les travaux de la 1ère Réunion consultative regroupant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, son homologue tunisien, M. Kaïs Saïed, et le président du Conseil présidentiel libyen, M. Mohamed Younes El-Menfi, ont débuté, lundi après-midi au Palais de Carthage (Tunis).

Synthèse Sirine R

À travers cette rencontre, les dirigeants des trois pays aspirent mettre en place un nouveau cadre de coopération dans divers domaines, tout en relançant l'action commune dans le care du Maghreb arabe et unifier les positions en vue de relever les défis actuels au service des intérêts des peuples de la région. L'Algérie sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, intensifie ses efforts et pèse avec tout son poids pour la réussite de cette initiative et la création d'un bloc maghrébin fort. En prévision de ce rendez-vous, rappelle-t-on, le président de la République avait tenu, début mars dernier à Alger, une rencontre tripartite avec ses frères, le président de la République tunisienne, M. Kaïs Saïed, et le président du Conseil présidentiel libyen, M. Mohamed Younes El-Menfi, lors de laquelle les trois dirigeants ont passé en revue les conclusions du 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), tenu à Alger du 29 février au 2 mars 2024.
Lors de cette rencontre, les dirigeants des trois pays ont également examiné la situation prévalant dans la région du Maghreb arabe, soulignant, à cette occasion, la nécessité d'unifier et d'intensifier les efforts pour relever les défis économiques et sécuritaires au service des intérêts des peuples des trois pays.
Par souci d'associer tous les pays de la région à cette démarche, le président de la République a informé son frère, le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, lors d'un entretien téléphonique, de la réunion tripartite ayant regroupé les présidents algérien, tunisien et libyen à l'issue du 7e Sommet du GECF. Dans sa dernière entrevue avec les médias nationaux, le président de la République a affirmé que le projet de bloc que les pays du Maghreb arabe entendaient créer visait à relancer l'action commune et à renforcer la coordination en vue d'unifier la voix de ces pays sur plusieurs questions internationales sans exclure aucune partie.
De nombreuses opportunités se présentent pour les trois pays afin de renforcer leur coopération et aller vers un partenariat stratégique. Selon l'expert en export, Ali-Bey Nasri, il est recommandé d'aller vite et avec précision dans la concrétisation de ce partenariat. Avec des frontières aussi immenses et un contexte géopolitique imposant des regroupements à travers tous les continents, « l'intégration régionale est plus qu'incontournable (…) et le destin commun des trois pays impose de faire face à des défis communs », a souligné, Bey Nasri dans une déclaration à la radio nationale « Chaîne III». Il a recommandé d'abord d'identification des complémentarités économiques entre les trois pays.
Avec la Tunisie, à titre d'exemple, elles sont très importantes, dira-t-il, précisant que celle-ci « est très ouverte sur le marché international et très intégrée dans les chaines de valeurs, notamment européennes » et que c'est un pays « producteur qui dispose de plusieurs industries très fortes ». Il a cité à ce titre, celle de l'automobile dans sa partie équipement électronique, l'industrie textile avec un montant d'exportation de 3,5 milliards de dollars, la pétrochimie, la transformation du phosphate de Gafsa, l'industrie pharmaceutique, entre autres. Ce sont donc des pistes pour nouer des partenariats stratégiques avec la Tunisie et par extension vers la Libye, qui, elle, dispose d'une forte industrie sidérurgique entre autres, a-t-il ajouté.
Selon le même intervenant, les trois pays ont tout intérêt de travailler ensemble et en renforçant leur intégration économique. La création de zones franches et autres zones de productions en commun renforcera l'intégration économique entre les trois pays et également leur positionnement régional et continental.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE :

«La Tunisie ne tombera jamais et demeurera toujours debout»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé que l'Algérie se tenait toujours aux côtés de la Tunisie, pays frère. « Nos cœurs sont toujours avec le peuple tunisien et mon frère le Président Kais Saïed », a affirmé le président de la République dans une déclaration à la presse à son arrivée à l'aéroport international de Carthage, où il a été accueilli par son homologue tunisien, M. Kais Saied. « La Tunisie ne tombera jamais et demeurera toujours debout. Puisse Allah la protéger », a-t-il ajouté. De son côté, le Président Kais Saïed a souhaité la bienvenue au Président de la République, saluant le soutien constant de l'Algérie à son pays.
« Puisse Allah protéger la Tunisie et l'Algérie », a-t-il dit. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune est arrivé, lundi, à Tunis pour prendre part à la première Réunion consultative regroupant les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye, à l'invitation de son frère le président de la République tunisienne, pays frère, M. Kaïs Saïed.

AVEC LA PARTICIPATION DE 650 EXPOSANTS

Le salon «DJAZAGRO 2024» s'ouvre à Alger

Le Salon professionnel de l'industrie agroalimentaire « Djazagro 2024» a ouvert ses ports hier à la Safex (Alger), avec la participation de 650 exposants de 28 pays et pas moins de 23 000 visiteurs professionnels sont également attendus. Parmi ces exposants qui seront présents au salon, il y aura des entreprises algériennes et une grande partie d'entreprises représentants des pays de l'Union européenne, en plus d'exposants des pays voisins et de Malaisie.
Ces chiffres reflètent non seulement l'importance croissante du salon mais attestent également de la position stratégique de l'Algérie dans le secteur agroalimentaire à l'échelle régionale et mondiale, indique la directrice du salon Chantal de Lamoette. Hier et au premier jour cet important événement qui se poursuivra jusqu'au 25 avril prochain, de nombreux visiteurs se sont rendu à la Safex pour découvrir les innovations dans le domaine de l'agroalimentaire.
Djazagro verra également le retour du concours « Djaz'Innov » pour repérer les innovations susceptibles de dynamiser la croissance du marché agroalimentaire algérien.
Une présélection permettra aux candidats choisis pour cette 3e édition de « Djaz'Inov » de mettre leur produit, service ou équipement, dans un espace nommé l'Agora des Expert. Les finalistes du concours présenteront leur produit et leur service aux visiteurs. L'Agora des Experts sera également au rendez-vous de cette édition 2024, offrant une plateforme d'échange indispensable sur des sujets cruciaux. De la première conférence dédiée au gaspillage alimentaire à l'ultime rendez vous consacré aux opportunités d'exportation des produits algériens, en passant par la sécurité alimentaire, la certification ISO, la rationalisation de l'utilisation des additifs, le contrôle qualité: les conférences seront, cette année encore, de véritables carrefours de la connaissance, indispensables pour qui veut comprendre les enjeux autour desquels se structure le présent et surtout l'avenir du secteur agroalimentaire dans la région.

Z R.

RENCONTRE TECHNIQUE ALGÉRO-SUISSE

La transition énergétique et le traitement des déchets en débat

La transition énergétique et le traitement des déchets et leur rôle dans la durabilité environnementale ont été débattus, lundi à Alger, lors d'une rencontre technique algéro-suisse, organisée par la Chambre de commerce et d'industrie Suisse-Algérie (CCISA) et le World Trade centre, WTC- Algiers.
Les présents parmi les représentants des différents établissements versés dans ces deux domaines et les experts et chefs d'entreprises ont relevé que la protection de l'environnement et la promotion de la transition énergétique constituent "des défis majeurs" pour la planète et les populations qui y vivent, d'où, "la nécessité urgente de définir et mettre en œuvre des stratégies et des programmes correspondants".
Ils ont également soutenu que la combinaison des sources d'énergies renouvelables avec des pratiques de gestion des déchets efficaces, permet de "réduire l'empreinte carbone et de promouvoir un mode de vie plus durable".
Dans le même ordre d'idées, les participants à cette rencontre technique ont assuré que des solutions telles que le recyclage, la valorisation énergétique et l'innovation technologique sont cruciales pour la durabilité environnementale. Dans son intervention, relative au dispositif d'investissement en Algérie, Mme Khaoula Mostefai, chef d'études de la direction d'études chargée de l'accompagnement de la facilitation et de la simplification des procédures à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a indiqué que l'agence compte 48 projets d'investissement dans le secteur de l'économie verte et circulaire pour un montant de plus de14 millions de dinars. Enumérant les avantages fiscales et parafiscales que propose l'AAPI dans cette filière, la même responsable a assuré que ces opportunités énormes sont à saisir dans ce domaine, notamment dans la valorisation des déchets ceux métaux, papier, et plastique, en particulier, outre le domaine de l'agro-sylvo-pastoral, et la gestion et récupération des déchets industriels.
Mme Mostefai a aussi souligné dans la foulée les efforts déployés par l'établissement qu'elle représente pour accompagner les investisseurs dans les différents créneaux et ce à travers la mise en place de diverses facilitation, dont la plateforme numérique de l'investisseur.
De son côté, la directrice du développement de l'économie verte, à l'Agence nationale des déchets (AND), Amel Asma, a relevé dans une déclaration à la presse, l'approche de l'AND dans la valorisation énergétique des déchets.
Elle a, dans ce chapitre, souligné qu'il existe divers procédés pour récupérer l'énergie contenue dans les déchets solides ménagers ou industriels assurant que l'approche contribue à réduire la quantité de déchets envoyés en décharge tout en produisant de l'énergie renouvelable. La même responsable a affirmé que l'AND œuvre a vulgariser cette approche auprès des investisseurs dans le domaine et encourage et accompagne toute initiative dans ce créneau.
A l'ouverture de cette rencontre technique, M. Alain Rolland, président de la CCI/SA a relevé que ce rendez-vous inaugure une série de rencontres inscrite dans le cadre du programme de la chambre pour 2024, mettant en avant l'échange «précieux» entre intervenants algériens et suisses pour sceller des partenariats et œuvrer à promouvoir la transition énergétique et le traitement de déchets de manière à préserver l'environnement. De son côté, le directeur général du WTC-Algiers, Ahmed Tibaoui, a indiqué que le thème de la rencontre est d'actualité, soulignant les efforts de l'Algérie dans la promotion de la transition énergétique et la protection antivirus de l'environnement.

CONCOURS AFRICA SIPSA INNOV AWARD

Lancement de la 4e édition samedi prochain

La 4e édition du concours de l'innovation dans l'agriculture en Afrique "Africa Sipsa Innov Award" sera lancée samedi prochain, a annoncé dimanche dans un communiqué le cercle de réflexion de l'incubateur Filaha Innov (GRFI), organisateur du l'évènement.
Ce concours est destiné aux porteurs d'idées et de projets innovants africains dans les différents domaines de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, de la pêche et de l'aquaculture, précise la même source, ajoutant que le trophée de cette édition est baptisé "Trophée Sid Ahmed Ferroukhi", en hommage à l'ancien ministre de l'Agriculture, décédé en juin 2022. A travers cette compétition africaine, les organisateurs visent à "contribuer à la mise en place d'un écosystème favorable à l'éclosion du génie créatif de la jeunesse, à la promotion et au développement de startups et de micro-entreprises pérennes et prospères soutenues par des dispositifs réglementaire et financier évolutifs, souples et dynamiques mis en place par l'Etat" selon le communiqué.
Le concours offrira également "un espace privilégié à une jeunesse débordante de créativité pour valoriser ses connaissances scientifiques et le savoir-faire ancestral de notre paysannerie, par l'intégration notamment d'outils technologiques des temps nouveaux".

PÉTROLE

Le Brent chute ce lundi à 86,75 dollars

Les prix du pétrole ont chuté à l'ouverture des marchés asiatiques ce lundi, en raison d'un regain d'intérêt pour les fondamentaux du marché.
Les contrats à terme sur le pétrole Brent ont chuté de 54 cents, soit 0,6 %, pour atteindre 86,75 dollars le baril.
Le contrat de mai le plus proche pour le brut américain West Texas Intermediate, qui expire ce lundi, a perdu 12 cents à 83,02 dollars le baril.
Le contrat de juin, plus actif, a également perdu 47 cents, soit 0,6 %, pour atteindre 81,75 dollars le baril.

LE DG DE L'AAPI À L'ADRESSE D'INVESTISSEURS POLONAIS

«L'Algérie offre de grands avantages concurrentiels»

Le Directeur général (DG) de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a relevé que l'Algérie «offre de grands avantages concurrentiels, notamment pour les coûts des éléments de la production (énergie et main-d'oeuvre), outre sa situation géographique l'érigeant en portail du marché africain et même européen».
Ces avantages ont permis à l'AAPI d'enregistrer depuis le 1er novembre 2022 (date du début de son activité) et jusqu'à la fin du mois de mars 2024, 118 projets d'investissements liés à des étrangers, a ajouté M. Rekkache dans une allocution prononcée à l'ouverture d'une rencontre de travail entre l'Agence et une délégation d'hommes d'affaires polonais.
Il a affirmé que cette rencontre constituait une occasion pour mettre en avant les opportunités d'investissement disponibles en Algérie, ainsi que pour l'examen des moyens de concrétisation des projets communs entre les investisseurs polonais et leurs homologues algériens.
Le DG de l'AAPI a fait savoir que des sociétés polonaises avaient affiché une volonté de réaliser «d'importants investissements» en Algérie.
De son côté, le Directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rabah Fassih a mis en avant le relations politiques «solides» liant l'Algérie et la Pologne, soulignant l'importance de promouvoir les relations économiques entre les deux pays notamment après les réformes qu'a effectuées l'Algérie pour améliorer le climat d'affaires.
La chargée des Affaires économiques à l'Ambassade de Pologne en Algérie, Mme Ewa Niemier-Pawlowska a, pour sa part, affirmé que des efforts étaient en cours pour relancer des investissements polonais en Algérie notamment dans les domaines de l'agriculture, des produits alimentaires, de l'emballage et des énergies renouvelables (EnR), affirmant la disponibilité des entreprises polonaises pour contribuer à l'augmentation des exportations de l'Algérie, en particulier vers les pays africains. La rencontre a permis à des cadres de l'AAPI d'échanger avec la délégation polonaise et de lui fournir des explications sur le système incitatif d'investissement, le rôle de l'Agence dans l'accompagnement des investisseurs, les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat aux fins de réalisation de projets d'investissement, et les facilitations apportées par la plateforme numérique de l'Investisseur.

ORAN

Ablation d'un fibrome utérin pesant près de 5 kg

Le staff médical et paramédical de l'Etablissement hospitalier public spécialisé en gynécologie obstétrique «Haï Sanaoubar» à Oran a réussi, lors d'une opération délicate, à extraire un fibrome utérin pesant près de 5 kg, a-t-on appris, ce lundi, de cet établissement de santé.
L'équipe médicale et paramédicale, sous la direction du Dr Bouazza Karachi Amina, spécialiste en gynécologie obstétrique, et Dr Abdelaoui Ahmed, spécialiste en chirurgie générale, a pu extraire un fibrome pesant plus de 4,6 kg de l'utérus d'une femme de 48 ans, a expliqué la même source. La patiente souffrait, depuis des années, de fortes douleurs et de son incapacité à exercer normalement ses activités, conséquences de ce fibrome qui a été extrait, a ajouté la même source.
L'intervention s'est déroulée dans de bonnes conditions et avec succès, grâce à la compétence du personnel médical et paramédical de l'établissement, et la patiente se porte bien et se trouve en convalescence, a-t-on souligné de même source.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE NAÂMA ET L'UNIVERSITÉ DE NOUAKCHOTT

Signature d'un accord de coopération

Le Centre universitaire Salehi Ahmed de Naâma, Ahmed Salhi, a conclu un accord de coopération avec l'Université de Nouakchott, en Mauritanie, dans les domaines de la recherche, du matériel académique, de l'édition et de l'échange d'étudiants et de professeurs.
Cet accord a été signé au siège de l'université de Nouakchott en Mauritanie, entre le Dr Cheikh Saad Kamra, et le professeur, Mabkhout Boudaouia, directeur de l'Institut des sciences humaines et sociales, en tant que représentant du directeur du Centre universitaire de Naâma, le professeur Safi Habib. L'accord prévoit la diversification des domaines de coopération scientifique, universitaire et de recherche dans diverses disciplines, connaissances et sujets technologiques. En plus de l'échange de publications entre les professeurs des deux institutions universitaires. En plus de mener des échanges dans les domaines de la recherche scientifique, des formations et des forums de formation dans diverses spécialisations universitaires.
Ce processus s'inscrit dans le cadre de l'activation et de renforcement de l'ouverture et des échanges scientifiques, académiques et culturels entre les établissements universitaires algériens et mauritaniens et de renforcement des relations dans divers domaines de coopération entre les deux pays frères, comme cela a été évoqué.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 افريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 avril 2024

Produits		Prix du détail DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	95	110	81	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	93	108	77	الطماطم	
	Oignon sec	114	123	105	البصل الجاف	
	Ail sec	482	553	411	الثوم الجاف	
	Carotte	88	97	78	الجزر	
	Navet	95	104	87	لفت	
	Petit pois	163	180	146	الجلبانة	
	Fève verte	89	101	77	الفول الأخضر	
	Courgette	89	99	79	الكوسة	
	Haricot vert	335	361	309	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	103	115	91	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	466	573	358	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	551	677	426	التمر	
	Orange	181	217	145	البرتقال	
	Citron	163	183	143	الليمون	
	Banane	416	429	403	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1701	1816	1587	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	435	448	422	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur		Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES		430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM		2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00	
SAIDAL		499,00	499,00	0,00	998 000 000

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Cabale contre l'insuline algérienne !

Avec la mise en place d'une industrie locale, le secteur est devenu une source de revenus. En quelques décennies, l'Algérie s'est hissée au niveau des principaux producteurs pharmaceutiques d'Afrique. Notre production pharmaceutique, s'est hissée à un niveau tel, qu'une cabale est orchestrée contre l'insuline produite par l'Algérie. En effet, lors de l'ouverture du 17ème congrès national du Syndicat national autonome des pharmaciens d'officine (Snapo), le ministre de l'Industrie Ali Aoun a affirmé que les médicaments fabriqués en Algérie, notamment les génériques et l'insuline, font face à une «campagne acharnée».

Par Reda Hadi

Lors de son intervention, le ministre de l'Industrie a indiqué que les médicaments génériques fabriqués en Algérie ont fait l'objet d'une campagne « acharnée » au cours des derniers mois, soulignant que l'Algérie «a su faire face grâce à la conjugaison des efforts de toutes les parties prenantes» et à la «prise de conscience des pharmaciens». Le produit visé de cette véritable cabale est l'insuline.

Le ministre de l'industrie a révélé qu'une nouvelle campagne a été lancée il y a deux semaines contre l'insuline produite localement. Il a précisé que les auteurs de cette campagne «sont connus» et «sont ceux qui veulent voir l'Algérie dépendre de l'importation de médicaments». Celui-ci a exprimé sa satisfaction et souligne que pour la première fois durant le mois de Ramadhan, aucune perturbation n'a été enregistrée dans l'approvisionnement de l'insuline, et de souligner que « l'insuline fabriquée en Algérie est conforme aux normes et à des prix abordables, ce qui a contrarié certaines parties».

Et ce d'autant plus que la commercialisation de tout médicament en Algérie se fait « après son enregistrement par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) », organisme légalement habilité à effectuer le contrôle et l'expertise des médicaments et des produits pharmaceutiques avant leur approbation. Il faut souligner que ce n'est pas la première fois que le ministre dénonce ce genre de «campagne acharnée » contre les produits fabriqués en Algérie.

« Nous faisons face à une campagne acharnée orchestrée par certains laboratoires étrangers ciblant les médicaments localement fabriqués, notamment au vu du taux de couverture et la recrudescence des besoins du marché local des médicaments qui est de 72% », a fait savoir Ali Aoun, en février dernier, lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation. Sans nommer quiconque, tout le monde a en tête le différend qui a opposé le ministère de l'Industrie pharmaceutique et un laboratoire danois qui a failli à ses engagements en matière de production et d'approvisionnement du marché national en insuline.

Des sources proches de ce ministère jugent que la production nationale d'insuline gène, et que certains lobbies agissent pour contrecarrer une politique affirmée pour notre indépendance en médicaments de base essentiels.

Les enjeux sont importants, car l'Algérie n'a jamais caché ses intentions de se développer sur le continent et de venir en aide aux pays qui ont en le plus besoin.

D'ailleurs, si les enjeux sont importants, le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni lors de la même rencontre a signifié aussi l'engagement des pouvoirs publics à persévérer dans cette voie et que son département souhaite s'engager dans des efforts visant à contrôler le marché. Et par là même développer le secteur pour protéger le produit national en application des instructions du Président de la République, attentif à l'avancement du secteur pharmaceutique en Algérie.

Dans son discours, il a souligné que les pharmaciens ont joué un rôle important dans la commercialisation du produit pharmaceutique local, qui couvre un pourcentage important de nos besoins, soit environ 70 %, et que de grandes quantités ont également exportées vers de nombreux pays africains.

Et d'affirmer aussi que son département accompagnera le ministère dans la promotion de la médecine à l'intérieur ou à l'extérieur et au niveau africain, ainsi qu'il accompagnera le syndicat, les organisations et associations qui assurent ce travail.

Dans cette lignée, le ministre du Commerce a ajouté que le secteur est prêt, en consultation avec les partenaires et les professionnels, à revoir et mettre à jour les lois qui contrôlent les activités des pharmaciens. Conformément aux nouvelles lois sur la santé, pour élargir les services de santé de la pharmacie.

Il est également prêt à développer un réseau de commercialisation à travers le pays et à les accompagner dans la commercialisation d'autres produits. Le ministère cherche également à contribuer à la mise en place de mécanismes de terrain régulant les mécanismes de commercialisation pour assurer la continuité de l'approvisionnement en médicaments et fournitures pharmaceutiques.

OULED DJELAL

Pose de la première pierre d'une centrale solaire photovoltaïque de 80 MW

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a supervisé, hier dans la wilaya d'Ouled Djelal, la pose de la première pierre pour la réalisation de la centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de 80 mégawatts, située dans la zone de Sateh El-Dib.

La réalisation de cette station a été confiée à un groupe chinois (CWE-HXCC-YRED) pour un délai de 10 mois, indique un communiqué du ministère de l'Energie. Ce projet permettra de stimuler l'industrie de l'énergie solaire dans le pays et de créer 500 postes pendant la phase de construction et dix postes pour la centrale. Cette usine, est répartie sur une superficie de 160 hectares, et comprendra 08 sous-champs photovoltaïques, 137 956 panneaux solaires photovoltaïques et des structures de support du projet.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de réalisation de 15 centrales solaires photovoltaïques d'une puissance totale de 2 000 mégawatts, allant de 80 à 220 mégawatts, répartis dans 12 wilaya du pays, à savoir Béchar, M'sila, Bordj Bou Arreridj, Batna, Laghouat, Ghardaïa, Tiaret, El Oued, Touggourt, El M'Ghair, Biskra et Ouled Djelal.

S T.

JOURNÉE D'INFORMATION SUR LE PROGRAMME DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Améliorer l'employabilité des jeunes

Les participants à une journée d'information sur le programme de l'économie sociale et solidaire au service d'une inclusion économique durable organisée dimanche à Khenchela au profit des jeunes entrepreneurs ont indiqué que ce programme "vise à améliorer l'employabilité des jeunes et la création de richesse". Le coordinateur local du programme Mahieddine Djebar a précisé en marge de la rencontre organisée par la direction de wilaya de l'emploi en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement PNUD que cela se concrétise à travers la mise en place d'un système adéquat pour le développement économique, social et solidaire contribuant au soutien du processus de concrétisation de projets dans ce domaine et l'inclusion économique durable pour les entrepreneurs et entrepreneures . A cette occasion, il a ajouté que cette journée d'information organisée à l'Office des établissements de jeunes Odej au chef-lieu de wilaya intervient pour informer les autorités locales et les acteurs de la société civile dont les associations et porteurs de projets parmi les jeunes de la wilaya de Khenchela sur les activités incluses dans le cadre de ce programme, et comment y adhérer. Il a précisé que la rencontre a été mise à profit pour faire connaitre le système de l'économie sociale et solidaire en Algérie, le rôle des instances concernées localement et les méthodes de concertation et de collaboration à adopter pour relancer le dynamisme économique, social et solidaire à l'échelle locale. Dans ce cadre il a indiqué que le programme cible à titre prioritaire les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture, le patrimoine, l'artisanat, la collecte et le recyclage des déchets, ajoutant que la validation des projets des jeunes et des femmes prendra en considération l'évaluation des projets innovants, notamment ceux contenant ou portant des solutions numériques. M. Djebar a indiqué que pour sélectionner des projets de l'économie sociale et solidaire, il est obligatoire que ces projets soient menés par des jeunes ou femmes qui emploieront la même catégorie pour une durée de réalisation fixée entre 6 et 12 mois avec un budget oscillant entre 2,2 millions DA et 3 millions DA.

Ce programme a été lancé à Alger le 29 janvier dernier et ce, dans le cadre de la convention de coopération entre le ministère du Travail, de l'emploi et de la Sécurité sociale et l'Union européenne, a-t-on rappelé. Le PNUD supervise la concrétisation de ce programme dans 12 wilayas du pays, à savoir Timimoune, El Baydh, Meniaâ, Béni Abbès, Bouira, Tizi Ouzou, Boumedès, Médéa, Batna, Khenchela, Oum El Bouaghi et M'sila, a-t-on noté.

FINANCEMENT ISLAMIQUE EN LIGNE

La BEA signe une convention de partenariat avec le web-marchand ACM

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a annoncé hier la signature d'une convention de partenariat avec le web-marchand Algérie Cyber Market (ACM) permettant d'effectuer des achats en ligne par facilité de paiement, selon la formule de la finance islamique Mourabaha. «Dans le cadre de la poursuite de ses actions de modernisation et de la promotion du financement islamique, notamment par le produit Mourabaha des biens à la consommation, le BEA et le web-marchand Algérie Cyber Market (ACM) ont procédé hier, le 21 avril 2024, à la signature d'une convention de partenariat, pour la mise en oeuvre de la vente à tempérament en ligne (ou facilité de paiement en ligne)», a précisé la banque publique dans un communiqué. Ce partenariat vise à «offrir une expérience de paiement et de gestion de financement simplifiée, rapide, transparente et sécurisée», a fait savoir la même source. Le système de vente à tempérament est une fonctionnalité clé de cette plateforme, permettant aux utilisateurs de payer leurs achats en plusieurs échéances, sans frais cachés et conformément aux préceptes de la Charia islamique. La plateforme digitale «tamkin.dz», dédiée à ce système, offrira «une interface intuitive et conviviale, permettant aux utilisateurs, en quelques clics, de confirmer la disponibilité des produits souhaités, de simuler leur financement bancaire, et de bénéficier de services après-vente et de la livraison à domicile», selon le communiqué. Pour la BEA, la signature de cette convention témoigne de «l'intérêt constant que porte la banque au développement et à la promotion des services financiers en ligne, afin de répondre aux besoins évolutifs des consommateurs et de les accompagner dans leurs projets de vie». Cette convention s'inscrit aussi «en droite ligne avec le plan d'action des pouvoirs publics visant l'accélération de l'inclusion financière, à travers la modernisation du système financier et de distribution des services bancaires et la multiplication des canaux de distribution des services bancaires», a-t-on soutenu dans le communiqué.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE NAAMA

Signature d'un accord académique avec l'université de Nouakchott

Un accord de partenariat académique dans les domaines de la recherche, de l'édition et de l'échange des étudiants et des membres des conseils pédagogiques a été signé, dimanche à Nouakchott (Mauritanie), entre le centre universitaire « Salhi Ahmed » de Naama et l'université de Nouakchott, a indiqué une source du centre.
L'accord a été paraphé au siège de l'université Mauritanienne, du côté du centre de Naama par le Pr Mabkhout Boudouaïa, doyen de l'institut des sciences humaines et sociales, en sa qualité de représentant du recteur du centre universitaire de Naama, Pr Safi Habib, et du côté Mauritanien par le président de l'université de Nouakchott Dr Cheikh Saad Camara.
L'accord prévoit la diversification des domaines de coopération scientifique, académique et de recherche dans diverses spécialités et matières de la connaissance et de la technologie et l'échange de publications entre les membres des conseils pédagogiques des deux établissements universitaires, ainsi que les échanges en matière de recherche scientifique, d'enseignement et de formation dans différentes disciplines.
Cette collaboration s'inscrit dans le cadre de l'activation et du renforcement de l'ouverture et des échanges scientifiques, académiques et culturels entre les établissements universitaires algériens et mauritaniens et de la consolidation des relations bilatérales entre les deux pays frères, a-t-on conclu.

MOSTAGANEM :

Perturbation de l'AEP pour travaux d'entretien

L'approvisionnement en eau potable (AEP) sera perturbé, lundi, dans l'ensemble des communes de la wilaya de Mostaganem, a indiqué dimanche un communiqué de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE).
La même source a expliqué que cette perturbation est due à l'arrêt programmé de la station de dessalement de l'eau de mer Sonacter (Mostaganem), en vue d'assurer la maintenance périodique des équipements.
L'approvisionnement des foyers sera rétabli dès l'achèvement des travaux à raison de 12 heures par jour de 8 à 20 heures, a-t-on fait savoir.

TOUGGOURT/ RGA

Appel à la mobilisation de tous les acteurs pour assurer la réussite de l'opération

Le président de la Chambre Nationale d'Agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, a appelé, samedi depuis Touggourt, tous les acteurs à se mobiliser pour assurer la réussite du recensement général de l'agriculture (RGA) dans le but de développer le secteur.

«Le RGA, dont le lancement est prévu le 19 mai prochain, constitue une opération stratégique nécessaire pour déterminer les repères du secteur d'agriculture dans le cadre de la réalisation d'un développement agricole basé sur de solides socles», a affirmé M. Hambli en ouverture des travaux d'une rencontre régionale, tenue à l'institut national spécialisé en formation professionnelle «ChahidHocine Merkhoufi» de Touggourt.
Il a préconisé, à ce sujet, la «mobilisation totale» et la «conjugaison» des efforts de l'ensemble des acteurs du secteur de l'agriculture et d'autres secteurs concernés, tout en mettant en avant le rôle de la CNA en termes d'accompagnement et de concrétisation du RCA, entant qu'instance professionnelle représentée au sein de la Commission nationale et des sous-commissions dédiées au RGA au niveau du ministère de l'Agriculture. Le même responsable a indiqué, à cet effet, que «la CNA constitue un point de départ et un référent essentiel dans l'opération du RGA, en tant que source d'informations et banque de données fiables et exactes en relation avec les agriculteurs, éleveurs et l'ensemble de l'activité agricole, en plus de son rôle primordial dans la sensibilisation des professionnels sur la nécessaire adhésion à cette opération d'envergure nationale engagée sou le sigle +Information exacte... développement durable+».
M. Hambli a mis à profit cette rencontre pour se féliciter des grandes étapes réalisées par la CNA, sur le volet de la modernisation des prestations offertes aux agriculteurs et éleveurs, dont la numérisation du registre national agricole, le développement du portail électronique «Ghorfati» et les multiples services avantageux mis au profit des professionnels et affiliés à la CNA.
Pour sa part, le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya de Touggourt, Mohamed Lamine Houhou, a affirmé que «toutes les dernières dispositions ont été prises et que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisées pour la réussite de l'opération du RGA au niveau de cette wilaya».
Cette rencontre régionale ayant regroupé, outre les autorités locales, les agriculteurs et professionnels du secteur des wilayas d'Ouargla, El-Oued, El-Meghaïer, Biskra, Ouled-Djellal, Laghouat, Ghardaïa et Touggourt, s'insère au titre des rencontres régionales initiées par la CNA au niveau des différentes régions du pays, à l'effet de créer un espace de consultation et de concertation entre partenaires intervenants dans le secteur, ont indiqué les organisateurs. La valorisation des acquis, l'uniformisation des visons sur la nécessaire mobilisation de toutes les compétences pour la relance du secteur et la réalisation, par conséquent, de la sécurité alimentaire, sont parmi les objectifs escomptés par cette rencontre.
La nécessaire fédération des efforts pour la réussite de la filière céréalière, la sensibilisation des agriculteurs et éleveurs sur l'important concours avec les commissions et brigades chargées du RCG, l'encouragement des investisseurs à adhérer à la stratégie nationale de développement agricole dans le Sud du pays, font partie également des objectifs que se fixe cette rencontre.
Troisième du genre initiée par la CNA, cette rencontre a été riche en interventions axées sur l'examen de la situation du secteur agricole dans la région et les perspectives de sa relance, en sus d'autres questions liées à la stratégie du RGA.

MÉDÉA

Un «musée dans les bras de la nature» au lac Dhaya de Tamesguida

Une manifestation culturelle intitulée «le musée dans les bras de la nature» a été organisée, samedi, au niveau du lac Dhaya sis sur les Monts de la commune de Tamesguida, au nord de Médéa, à l'initiative du musée public national des arts et des traditions populaires.
Cet évènement culturel est la première expérience du genre menée dans la wilaya avec laquelle les organisateurs espèrent parvenir à faire la promotion du patrimoine immatériel et matériel local auprès d'un large public à travers cette exposition en plein naturel qui met la lumière sur le précieux legs ancestral de la région, ont expliqué les initiateurs.
Pour la responsable du musée, Samia Younsi, la célébration du mois du patrimoine sera mise à profit pour «sortir des murs du musée et aller vers le public et l'inciter à travers cette manifestation culturelle de renouer le lien avec les musées et la découverte du patrimoine local».

C'est dans cet esprit qu'il a été décidé de prendre possession de ce coin de nature à la faveur de cette manifestation pour planter le décor d'un mini musée à ciel ouvert, avec en arrière-plan cette merveilleuse étendue d'eau qu'est le lac de Dhaya. En choisissant ce décor naturel, les organisateurs de l'évènement ont voulu permettre aux visiteurs, d'ailleurs très nombreux à faire le déplacement jusqu'au Mont Tamesguida, à immerger dans les profondeurs de l'histoire en découvrant, pour certains, et redécouvrir, pour d'autres, les noms des personnes qui ont façonné l'histoire de la région au cours des siècles derniers, ou des endroits qui font partie du patrimoine local. Une mini exposition de la collection du musée public national des arts et des traditions populaire a été mise sur pied dans le cadre de la manifestation «le musée dans les bras de la nature» incluant des affiches, des photos et cartes d'illustration représentant les différentes étapes de l'histoire de la région, les grandes figures qui l'ont marqué et des aspects du patrimoine immatériel local. Des activités culturelles annexes ont été également organisées lors de cette manifestation, dont des ateliers de peinture d'art plastique sur des thèmes de la nature et du patrimoine, animés sur place par des artistes plasticiens de l'école des beaux-arts, ainsi que des spectacles de fantasia au profit des nombreux citoyens qui ont assisté à l'évènement.
Des «qaâdas» reproduisant des aspects du patrimoine immatériel local, dont des préparations culinaires, des chants et de la poésie populaire, ont été encadrées par des associations culturelles issues des communes de Médéa, Ouzera, Berrouaghia et Chellalet-Al-Adhaoura, à l'occasion de cette manifestation.

DIPLOMATIE ECONOMIQUE

Renforcer la position de notre pays sur le plan international

La diplomatie économique est actuellement l'une des principales assises de l'action diplomatique. Elle constitue un des mécanismes pour la gestion des relations économiques internationales et un des instruments d'exécution de la politique étrangère de notre pays de par son lien avec les différentes formes d'activités économiques menées au-delà de nos frontières.

Au cours des dernières années, notre pays a connu une activité intense dans le cadre de la coopération économique et diplomatique, bilatérale et régionale, donnant lieu à la conclusion de plusieurs accords stratégiques et au lancement de nombreux projets, à même de réaliser certains objectifs ambitieux pouvant renforcer le rang qu'occupe notre pays sur le plan international. Cette période s'est traduite par les multiples visites de délégations officielles et d'hommes d'affaires, d'activités, de rencontres bilatérales et de conférences, afin de consolider les liens qu'entretient l'Algérie avec ses partenaires internationaux, qui ont abouti à la signature d'accords bilatéraux, de mémorandums d'entente et de contrats économiques. Ceci reflète la transformation que connaît l'Algérie dans sa politique étrangère, qui met désormais les objectifs économiques en tête. Ceci est clairement apparent à travers les visites effectuées par Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans plusieurs pays, dont l'Italie, le Qatar, le Koweït, le Portugal, la Russie et la Chine populaire. Lors de ces visites, la priorité a été donnée à l'aspect économique, en plus d'autres aspects aussi importants, dont les volets politique et sécuritaire. Dans le cadre de cette nouvelle stratégie économique, l'Algérie s'attache à choisir minutieusement ses partenaires, selon ce qu'exigent ses propres intérêts économiques et ses besoins. Activation du rôle de la diplomatie économique La diplomatie économique est l'une des priorités sur lesquelles Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'attache à concrétiser sur le terrain, en assurant la présidence de plusieurs rencontres avec les représentants de diverses missions diplomatiques. A ce propos, dans un entretien accordé à la revue «El Djeich», le Pr Abdelkader Berriche, expert économique, souligne : «Monsieur le Président de la République a donné des orientations portant sur la nécessité de promouvoir les missions diplomatiques à caractère économique, en favorisant l'environnement et les opportunités d'investissement en Algérie, en rendant le climat des affaires dans notre pays plus clair pour les partenaires étrangers et en accompagnant les opérateurs économiques locaux en leur fournissant les informations nécessaires et en leur facilitant l'accès aux marchés extérieurs. La diplomatie économique fait partie des mécanismes sur lesquels a misé Monsieur le Président afin de réaliser la stratégie de diversification économique, la croissance des exportations hors hydrocarbures et l'accès aux marchés ciblés, notamment africains. Il est à noter que les exportations hors hydrocarbures ont connu une nette augmentation au cours des trois années écoulées pour atteindre près de 7 milliards de dollars en 2023.» La dynamique de la diplomatie algérienne

répond, selon le Pr Abdelkader Berriche, «aux impératifs des intérêts vitaux et stratégiques de notre pays, s'agissant tant des aspects politique et géopolitique que des aspects géoéconomiques, dont les résultats se sont traduits par un retour en force de la diplomatie et sa reprise du leadership dans notre environnement régional. Sur le plan international, la diplomatie algérienne est également plus active, plus présente et plus efficace». Il ajoute: «Concernant ses relations politico-économiques avec les différents pays, l'Algérie diversifie ses partenariats sur la base de l'intérêt national, à travers le rôle important et majeur de la diplomatie présidentielle. Des accords de partenariats stratégiques sont conclus à ce stade avec des pays ayant un poids sur la scène internationale. Par cette orientation vers la diversification des partenariats, l'Algérie tend à assurer ses intérêts vitaux et son indépendance décisionnelle.»

De larges prérogatives pour le ministère des Affaires étrangères dans le domaine de l'économie

La dimension économique revêt une grande importance pour la diplomatie algérienne car constituant désormais un facteur important dans la dynamisation du commerce extérieur et l'attractivité des investissements, ce qui a d'ailleurs conféré au ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger un rôle dans la politique économique du pays. Parmi les missions principales de celle-ci, figurent la politique d'encouragement des investissements étrangers directs, qui sont à même de contribuer à la création de la richesse et de postes d'emploi. Les larges prérogatives octroyées au MAE dans le domaine économique confirment cette tendance. En effet, plusieurs décrets présidentiels fixant ces prérogatives et portant création d'une Direction de la promotion et du soutien aux échanges économiques ont été promulgués à cette fin. La direction nouvellement créée a pour missions, entre autres, la contribution à exécuter la politique de soutien et de promotion des exportations hors hydrocarbures, outre le fait de fournir aux opérateurs les données et analyses économiques nécessaires pour faciliter leur accès aux marchés extérieurs, soutenir les efforts des établissements algériens dans ce domaine, contribuer à la préparation et à l'exécution du projet de budget consacré à la coopération internationale, ainsi que le soutien à l'appareil diplomatique et les ministères concernés pour assurer une parfaite assistance technique et financière extérieure au service du développement national. Le 11 février 2020 est paru le décret présidentiel 20-42 portant création de l'Agence nationale de coopération internationale pour la solidarité et le développement, chargée de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale de coopération internationale dans de nombreux domaines, y compris économique. En outre, au cours des trois dernières années, l'Etat a accordé un intérêt particulier à la communauté nationale établie à l'étranger, à travers plusieurs mesures importantes visant à renforcer les liens de ses membres avec leur mère Patrie et à les impliquer effectivement, en tant que force influente et participative, dans le processus de développement initié par l'Algérie, dans le cadre des engagements de Monsieur le Président de la République..

Miser sur la profondeur africaine

Pour réactiver le rôle de l'Algérie en Afrique, Monsieur le Président de la République a orienté la boussole de la diplomatie économique de notre pays vers le continent. Et ce, après que ce genre de diplomatie s'est imposé comme l'une des priorités de la politique étrangère algérienne dans le soutien au processus de développement ainsi que l'une des importantes options stratégiques de la politique extérieure du pays, en général. Sur ce point, le Dr Abdelkader Berriche considère que «la diplomatie économique algérienne est désormais plus efficace en se tournant vers la Zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf), s'appuyant en ceci sur sa capacité à jouer un rôle efficace et influent, à travers la création d'une économie forte, fondée sur la diversification, la productivité et la compétitivité sur le marché africain, et en œuvrant à contenir les défis, conformément à une approche pragmatique qui vise la préservation de l'intérêt national». Notre pays veille aujourd'hui à consolider sa présence économique en Afrique, à travers la mise en œuvre de projets conjoins avec les Etats africains, à l'exemple du gazoduc transsaharien devant transporter le gaz du Nigeria vers l'Europe, en traversant l'Algérie et le Niger. L'Algérie mise également sur le lancement de grands projets économiques qui contribueront, entre autres, à l'approvisionnement de certains pays en gaz et à la réalisation de projets ferroviaires reliant les Etats africains, outre le fait d'œuvrer à rattraper le retard enregistré dans les lignes de transport la reliant aux autres pays africains. Ainsi, au cours des mois écoulés, notre pays a procédé à l'inauguration d'une ligne maritime le reliant au Sénégal ainsi qu'à l'ouverture de lignes aériennes directes vers les capitales africaines et la création de banques algériennes dans certains pays africains, alors que plusieurs hommes d'affaires algériens ont choisi l'Afrique comme destination privilégiée pour élargir et développer leurs investissements. Concernant les banques extérieures algériennes, notre interlocuteur souligne : «Ce genre de banques faciliteront les échanges commerciaux et les transferts financiers. De même, l'ouverture d'une banque algérienne en Mauritanie avec un capital de 50 millions de dollars et sa présence dans le circuit bancaire mauritanien est à même de faciliter les échanges commerciaux et les transferts financiers, notamment pour les opérateurs économiques qui veulent avoir accès au marché mauritanien.» Le rôle de notre pays va se renforcer, après l'ouverture de «la Banque d'Algérie» à Dakar (Sénégal) comme première étape avant de couvrir par la suite la zone de l'Afrique l'Ouest qui est, pour l'Algérie, un marché important et prometteur. La présence de banques algériennes dans le secteur bancaire international, notamment en Afrique, est en mesure de conférer une forte impulsion à la politique économique de notre pays. Son ouverture aux marchés régionaux et internationaux est aussi un fort indicateur sur le renforcement de notre économie tant à l'échelle régionale qu'internationale.

Source : Revue El djeich

MAURITANIE

El Ghazouani reçoit une délégation du Groupe d'entreprises ''TAQA Arabia''

Le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a reçu, au Palais présidentiel à Nouakchott, une délégation du groupe d'entreprises ''TAQA Arabia''(Energie arabe), conduite par M. Khaled EbouBacar, Président du Conseil d'Administration du Groupe, dont le siège est en République Arabe d'Egypte.
La réunion a porté sur les domaines et les perspectives de coopération entre notre pays et ''TAQA Arabia'', ainsi que les moyens de renforcer cette coopération au service du développement économique de notre pays, en particulier, les différents domaines liés à l'énergie.
La rencontre s'est déroulée en présence du ministre chargé de cabinet du Président de la République, M. Mokhtar OuldDiaye, du ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie, porte-parole du gouvernement, M. NaniOuldChrougha, M. Moustapha Bechir, conseiller technique chargé du secteur du pétrole brut et du gaz, M. ChamseddineSowDeyna, directeur de la direction générale du pétrole et de l'hydrogène bas carbone, M. Ahmed Vall T'leimidi, directeur général de la Société Nationale de l'Industrie et des Mines, M. Ousmane Tall, directeur général de la Compagnie mauritanienne d'électricité, et M. Mohamed Khaled, directeur de la Compagnie mauritanienne des hydrocarbures.
Le président de ''TAQA Arabia'' , M. Khaled Kassem, M. Karim Shaaban, M. AdlyKavavi, M. Mohamed Abdelvadhel et M. Bilal Machar ont, également, participé à la réunion.

EGYPTE

L'économie a réalisé des taux de croissance positifs malgré les défis

L'économie égyptienne a enregistré des taux de croissance positifs malgré les défis, a déclaré la ministre du Plan et du Développement économique, Hala El-Saïd, également PDG du Fonds souverain d'Egypte, en marge de sa participation aux réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington.

Malgré les défis, l'économie égyptienne a réalisé des taux de croissance positifs de 5,6% en 2018/2019, 3,6% en 2019/2020, 3,3% en 2020/2021, 6,6% en 2021/2022 et 3,8% en 2022/2023 respectivement, a rappelé Mme El-Saïd, évoquant le programme égyptien de réformes structurelles lancé en 2021, après la réussite du programme de 2016.
Elle a passé en revue les opportunités d'investissement en Egypte, et abordé le rôle et les responsabilités du ministère du Plan et du Développement économique chargé de mettre en place des plans à long, moyen et court termes, de préparer le plan d'investissement annuel en coordination avec les autres ministères, de suivre les objectifs de la vision Egypte 2030 et de réaliser les objectifs du développement économique.
La ministre du Plan a abordé les défis auxquels les pays du monde entier ont été confrontés, dont l'Egypte comme le coronavirus, la guerre en Ukraine, la crise énergétique en Europe, les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, la hausse des prix du transport, les pénuries de marchandises, la hausse du taux d'inflation et les changements climatiques.
Les principaux objectifs du programme de réforme égyptien consistaient à renforcer la résilience de l'économie et sa capacité à absorber les chocs internes et externes, consolider la capacité de l'économie à générer des emplois décents, rendre l'économie plus productive et maximiser sa compétitivité et remédier aux déséquilibres économiques, a-t-elle expliqué.
Concernant les principaux axes du programme, la ministre a déclaré qu'il d'agissait d'améliorer l'environnement des affaires, de renforcer le rôle du secteur privé, de consolider l'efficacité du marché du travail et de développer le capital humain.
Elle a souligné l'importance d'œuvrer en vue de renforcer la croissance économique pour arriver à des taux de 7 ou 8% en renforçant les principaux secteurs, dont l'agriculture, l'industrie, les télécommunications et les technologies de l'information, et en augmentant leur contribution à l'économie de 25% à 35% d'ici 2027.
Malgré le ralentissement prévu du taux de croissance économique en 2024 selon les estimations du Fonds monétaire international, en raison de la guerre en cours à Gaza, la croissance attendue restera supérieure à celles des acteurs régionaux, notamment en Afrique et au Moyen-Orient.
En ce qui concerne le commerce extérieur de l'Egypte, Mme El-Saïd a souligné que le pays bénéficie d'accords de libre-échange avec des exonérations fiscales de 100 %, dispose d'un marché local prometteur comprenant 105,3 millions d'habitants, et a accès à un marché international de 2 milliards de consommateurs grâce à plusieurs accords de libre-échange.
Dans son allocution, la ministre du Plan et du Développement économique a passé en revue l'environnement d'investissement en Egypte et les incitations qu'il offre, et évoqué le développement des investissements directs étrangers dans le pays.
Mme El-Saïd a fait état d'une progression remarquable des flux d'investissements directs étrangers en Egypte de 123,5% en 2022. Ces investissements sont passés de 5,1 milliards de dollars en 2021 à 11,4 milliards de dollars en 2023.

ARABIE SAOUDITE

Le mégaprojet saoudien Neom courtise les investisseurs chinois

Les promoteurs du mégaprojet Neom, une cité futuriste dans le désert d'Arabie saoudite, ont achevé une tournée destinée aux investisseurs chinois, dévoilant ses grandes lignes mais sans répondre aux controverses.
Le projet porté par le puissant prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS), et dont la construction pourrait coûter 500 milliards de dollars, a été lancé en 2017.
Il doit abriter notamment une station de ski futuriste et un bâtiment de 170 kilomètres de long, construit à partir du golfe d'Aqaba à travers le désert, selon ses promoteurs.
Après être passée par Pékin et Shanghai, la tournée s'est arrêtée deux jours à Hong Kong, pour montrer une présentation spectaculaire du projet aux potentiels investisseurs.
Neom vise un équilibre entre "la protection de la nature, l'habitabilité humaine et la prospérité économique", a expliqué son directeur exécutif, Tarek Qaddumi, à des journalistes après une visite de l'exposition consacrée au projet, au musée M+ de Hong Kong
"C'est probablement l'initiative la plus passionnante et la plus visionnaire du 21e siècle", a-t-il déclaré. Aucun accord majeur n'a été cependant annoncé lors de cette tournée.
L'exposition a permis de rendre Neom "moins mystérieux" et les invités à une réception dédiée au projet ont eu des réactions "plutôt neutres", a observé Leonard Chan, président de l'Association pour le développement des technologies innovantes de Hong Kong.
Mais le Hongkongais ne se dit pas prêt à habiter dans la pièce maîtresse du projet, The Line, un bâtiment aux deux façades en miroir prévu pour s'étendre sur 170 kilomètres à travers le désert.
"Je le visiterai pour le plaisir, mais je n'y vivrai pas. On se croirait dans SimCity", a-t-il déclaré à l'AFP.
PlatoYip, président de l'ONG Les Amis de la Terre de Hong Kong, qui discute d'hydrogène vert avec Neom, estime également que The Line "donne l'impression d'être enfermé dans une cage, même si c'est très confortable".

Révision à la baisse ?

En dévoilant The Line en 2022, le prince MBS a annoncé qu'il abriterait plus d'un million d'habitants en 2030, et neuf millions en 2045.
Mais les promoteurs auraient révisé leurs ambitions à 300.000 habitants et 2,4 kilomètres du projet construit d'ici la fin de la décennie, selon l'agence Bloomberg.
Neom n'a pas répondu aux demandes de clarification.
Devant une maquette de The Line - une lame étincelante s'enfonçant dans les terres depuis la mer Rouge - M. Qaddumi a juste dit vendredi que l'objectif de neuf millions d'habitants serait atteint "au fil du temps".
Le complexe doit déboucher sur le golfe d'Aqaba, et comprendre un "port de plaisance caché".
Des tunnels permettront de traverser les montagnes du désert et un aéroport est prévu avec une capacité de 100 millions de passagers par an, a-t-il détaillé.

POUR RENFORCER LA TRANSPARENCE DANS SES INDUSTRIES EXTRACTIVES

La cote d'Ivoire crée CN-ITIE

A l'issue d'une évaluation achevée en avril 2023, la Côte d'Ivoire a obtenu un score de 80,5 points sur 100 possibles dans sa mise en œuvre de la Norme de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives. Le pays a donc des efforts à faire dans la gestion de ses ressources extractives.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement a adopté cette semaine un décret portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (CN-ITIE). Cette réorganisation intervient après les recommandations issues de la dernière évaluation du pays par l'ITIE en avril 2023.

« Ce décret renforce notamment la participation des sociétés extractives, de la société civile, des partenaires techniques et financiers ainsi que des chercheurs aux organes et aux réunions du CN-ITIE, en vue de garantir, conformément aux standards du processus ITIE, la transparence dans la gestion des ressources minières et énergétiques nationales », résume le compte-rendu du Conseil des ministres du 17 avril.

En effet, à l'issue d'une évaluation sanctionnée par un score de 80,5 points sur 100 possibles pour la Côte d'Ivoire, l'ITIE a fait plusieurs propositions aux autorités locales pour améliorer la mise en œuvre de la Norme ITIE. Il s'agit notamment d'améliorer la représentativité des ONG au sein de la composante « société civile » du CN-ITIE, tout en renforçant les capacités de cette composante. Le Conseil d'administration de l'ITIE a aussi recommandé la divulgation des bénéficiaires effectifs de toutes les entreprises détenant ou demandant des licences extractives. Il faut aussi utiliser les divulgations de l'ITIE pour générer des débats et soutenir des réformes.

Pour rappel, l'ITIE a été créée en 2003 afin de promouvoir la compréhension de la gestion des ressources naturelles et renforcer la gouvernance et la responsabilité du public et des entreprises extractives. Depuis sa création, l'organisation a joué un rôle clé de lanceur d'alertes sur des contrats miniers opaques ou peu favorables aux États. Ce fut récemment le cas en RDC où l'ITIE a aidé l'État congolais à gagner 4 milliards de dollars supplémentaires dans un accord avec la Chine.

AFRIQUE DE L'OUEST

Goodwell investit un montant non dévoilé dans la plateforme de commerce de détail OmniRetail

L'investissement alimentera l'expansion en Afrique de l'Ouest de la firme néerlandaise qui propose des services aux commerçants et détaillants du secteur informel.

GoodwellInvestments a investi un montant non dévoilé dans la plateforme de commerce électronique OmniRetail. L'annonce a été faite le mardi 16 avril 2024.

La firme néerlandaise d'investissement a réalisé cette prise de participation via son fonds uMunthu II, axé sur le financement de PME en phase de démarrage et de croissance en Afrique. Cet investissement alimentera ses plans d'expansion en Afrique de l'Ouest.

En plus de renforcer sa présence au Nigeria, OmniRetail envisage d'étendre ses offres numériques aux commerçants et détaillants du secteur informel au Ghana et en Côte d'Ivoire, dans le but de doubler sa taille d'ici la fin de l'année 2024.

« Avec le soutien de Goodwell, nous commençons notre voyage vers une véritable infrastructure numérique qui transformera le commerce de détail en Afrique », a indiqué ArchitBagaria, responsable des investissements chez OmniRetail.

En Afrique, le commerce de détail informel est confronté à des réseaux de distribution fragmentés, et des chaînes d'approvisionnement non coordonnées, ce qui freine sa croissance. Pourtant, les entreprises du secteur contribuent de manière significative au PIB de la région et fournissent des moyens de subsistance à des millions de personnes.

En activité depuis 2019, OmniRetail collabore avec plus de 140 000 petits détaillants et commerçants en leur fournissant des ressources et outils pour acquérir des produits et accéder au crédit. L'entreprise a étendu sa portée en intégrant des services de distribution, de logistique et des services financiers.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT HÔTELIER EN COURS EN AFRIQUE

524 hôtels pour 92 193 chambres

Alors que la reprise post-pandémie de l'industrie touristique se confirme, les grandes chaînes hôtelières accélèrent leurs projets de développement sur le continent même si une poignée de destinations se taillent la part du lion.Marriott International, Hilton, Accor et Radisson Hotel Group sont les quatre chaînes hôtelières internationales qui disposent le plus de projets en cours de développement en Afrique en 2024, selon un rapport publié le 26 mars dernier par le cabinet de conseil W Hospitality Group.

Intitulé « Hotel Chain Development Pipelines in Africa 2024 », le rapport recense les projets d'hôtels en cours de construction ou ayant fait l'objet d'accords juridiquement contraignants au premier trimestre 2024, portés par des chaînes hôtelières internationales ou à vocation continentale. Il relève que la chaîne américaine Marriott International dispose du plus grand pipeline de projets sur le continent avec 26 365 chambres réparties sur 138 hôtels.

Le groupe américain Hilton occupe la deuxième marche du podium avec 13 584 chambres (72 hôtels) devant son homologue français Accor, qui est impliqué dans le développement de 13 375 chambres réparties sur 70 hôtels, et Radisson Hotel Group (6618 chambres réparties sur 35 hôtels). Ensemble, ces quatre chaînes accaparent 65% des projets de développement hôteliers répertoriés sur le continent au premier trimestre de l'année en cours.

Viennent ensuite IHG Hotels & Resorts (5113 chambres), TUI Hotels & Resorts (3228), Hyatt Hotels & Resorts (1936), Kerten Hospitality (1889), Wyndham Hotels & Resorts (1633) et Meliá Hotels International (1623). Pour ce qui est des ouvertures d'hôtels prévues en 2023, c'est encore Marriott International qui arrive en tête de liste avec 23 établissements qui devraient entrer en service cette année. Radisson Hotel Group occupe le 2è rang avec 10 ouvertures prévues cette année, devant Hilton (9 hôtels) et Accor (8 hôtels). Le rapport révèle d'autre part que 47 chaînes hôtelières internationales ou à vocation régionale disposaient, au premier trimestre 2024, de projets dans 41 pays africains (4 pays en Afrique du Nord et 37 en Afrique subsaharienne) pour un total de 524 hôtels et 92 193 chambres, ce qui correspond à une croissance de 9% par rapport à la même période de 2023. Aucun hôtel en cours de construction ou ayant fait l'objet d'un accord juridiquement contraignant n'a été recensé dans 13 pays du continent, dont la Libye, le Mali, la Somalie, le Burundi ou la République centrafricaine.

En termes de nombre de chambres, les projets de développement hôtelier en Afrique subsaharienne sont en hausse de 9% par rapport au premier trimestre 2023. En Afrique du Nord, le pipeline de projets a également enregistré une augmentation de 9,4%. La répartition des 524 projets de développement hôtelier recensés sur le continent au premier trimestre 2024 par segment de marché montre une prédominance des segments haut de gamme-supérieur (35,5% du total des projets) et haut de gamme (33%). D'autre part, le classement des pays où les chaînes hôtelières internationales ou régionales comptaient le plus de projets de développement hôteliers cette année fait ressortir que l'Egypte tient le haut du pavé avec 26 241 chambres réparties sur 109 hôtels. Ce pays d'Afrique du Nord, qui concentre ainsi 28,4% du total des chambres en cours de développement sur le continent, devance largement le Nigeria (7622 chambres), l'Ethiopie (5128), le Cap-Vert (5056), le Kenya (4268), la Tunisie (4121), l'Afrique du Sud (3427) et l'Algérie (2603).

NOTAMMENT À CAUSE DES RESTRICTIONS APPLIQUÉES AUX OPÉRATEURS

Le fret ferroviaire gabonais a reculé de 9,3% en 2023

Le 4ème trimestre 2023 particulièrement a vu la baisse du fret ferroviaire atteindre 21,7% en glissement annuel, ce qui a fait chuter la performance globale du secteur transport de 14,7% sur la même période. Le ministère gabonais de l'Économie a annoncé dans une note conjoncturelle qu'en 2023, le fret ferroviaire a reculé de 9,3% par rapport à 2022. Une baisse qu'il explique par les « restrictions imposées aux opérateurs en termes de tonnage et de rotations de trains pour préserver l'infrastructure, en plus de la réduction du temps de trafic pour permettre la poursuite de la remise à niveau de la voie ferrée ».

Des problèmes logistiques et autres facteurs exogènes expliquent également cette contreperformance qui, informe Le Nouveau Gabon, a aussi impacté le secteur transport dans le pays. L'activité globale y a en effet reculé de 7% en glissement annuel.

La baisse survient dans un contexte où la SETRAG, le concessionnaire du Transgabonais, unique voie ferrée du pays s'étendant sur 648 km entre Franceville et Libreville, travaille à en augmenter les capacités pour booster les rendements. Le chemin de fer atteint effectivement ses limites face à une demande en constante augmentation surtout chez les opérateurs économiques, et pourrait ne toujours pas pouvoir la satisfaire malgré les travaux prévus.

L'objectif est de tripler la capacité annuelle de fret d'ici 2029, la faisant passer de plus 10 millions de tonnes actuellement à au moins 29 millions de tonnes.

TCHAD

Le pays lance la construction d'une faculté d'agronomie et de production animale

Au Tchad, l'agriculture et l'élevage représentent plus de 20% du PIB. Pour le gouvernement, développer ces secteurs à forte employabilité peut permettre de booster le développement de l'économie et faire reculer le chômage. Le secrétaire général à la présidence de la République du Tchad, Mahamat Ahmad Alhabo (photo, au centre), a présidé, jeudi 18 avril, la cérémonie de pose de la première pierre de la construction d'une faculté d'agronomie et de production animale au sein de l'Université Roi Fayçal à Afrouk au Nord de N'Djamena. Le projet en cours nécessite une enveloppe d'un peu plus de 2 millions USD. Le financement sera mis à disposition par le Fonds de solidarité islamique de l'Organisation de coopération islamique, selon la décision approuvée en octobre 2023 lors de la 9e conférence des ministres de l'Organisation de coopération islamique sur la sécurité alimentaire et le développement agricole. Pour les autorités tchadiennes, ce projet est vital pour le développement du Tchad dont l'économie repose en majorité sur l'agriculture et l'élevage. Le secteur pèse pour plus de 20 % dans le PIB et reste le principal pourvoyeur d'emplois. Il est donc de bon sens de s'investir dans la formation de la ressource humaine dans ce secteur à forte employabilité dans le pays. Une démarche qui a permis également d'entamer depuis 2022 le processus de création d'une école d'élevage et d'agronomie à l'Université de N'Djamena, cette fois avec l'appui de la Turquie. En outre, la faculté en construction s'inscrit dans l'ambition du gouvernement tchadien d'enrichir son offre de formation dans l'enseignement supérieur, avec l'intention de créer au moins un établissement spécialisé dans toutes les provinces du pays. Ainsi sur la liste des projets à mettre en œuvre prochainement figure la création d'une université à Bongor et d'Instituts nationaux à Massakory, Faya, Bol, dans le court terme.

CAC 40

Les titans de la «tech» vont entrer en scène

La Bourse de Paris devrait ouvrir en hausse lundi matin en attendant les premières publications des géants américains de la technologie, qui pourraient bien relancer une tendance morose sur les marchés depuis bientôt un mois.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison fin avril - grimpe de 47,5 points à 7997,5 points, laissant entrevoir un début de journée dans le vert.
La saison des résultats va commencer à tourner à plein régime aux Etats-Unis cette semaine, avec les résultats des titans de la tech Microsoft, Meta Platforms et Alphabet, qui pourraient offrir un second souffle aux marchés.
La tendance sur les places boursières mondiales est devenue très maussade depuis les records historiques inscrits fin mars, du fait de la remontée des rendements obligataires, et de solides performances contribueraient à grandement rassurer les investisseurs.
Le Nasdaq, l'indice de référence du secteur des hautes technologies aux Etats-Unis, a chuté de 5,5% rien que sur la semaine passée, ce qui porte à 7% ses pertes sur les deux semaines écoulées.
'Nous pensons que le récent contexte d'aversion au risque et la correction qui a affecté les valeurs technologiques représente une évidente opportunité d'achat avant les résultats à venir', indique Dan Ives, analyste chez Wedbush Securities.
La saison des résultats qui s'ouvre cette

semaine devrait en effet sourire au secteur technologique américain, qui bénéficie actuellement de fortes dépenses d'investissements dans l'IA, le 'cloud' ou la cyber sécurité.
'Nous pensons que les comptes du 1er trimestre vont constituer un catalyseur positif important pour le secteur et prévoyons une hausse additionnelle de 15% pour les valeurs de la tech après leur début d'année en fanfare', ajoute Dan Ives.
La question est de savoir si de solides résultats vont suffire à faire encore progresser les 'Sept Magnifiques', qui ont déjà largement surperformé le marché ces derniers mois et qui affichent des valorisations élevées.
La semaine passée, Netflix a publié des chiffres globalement conformes aux attentes, ce qui n'a pas empêché le cours de l'action de décrocher de 9% après son envolée des derniers mois.
Au-delà des résultats, les investisseurs vont continuer à surveiller l'évolution de l'inflation avec la parution, vendredi, de l'indice PCE aux Etats-Unis, l'indicateur de la dynamique des prix préféré de la Fed.
Avant cela, la publication - jeudi - des premiers chiffres du produit intérieur brut (PIB) américain pour le premier trimestre sera suivie de près.
Le consensus prévoit un léger ralentissement de la croissance, à 2,9%, après celle de 3,4% enregistrée au quatrième trimestre.
La semaine sera également animée par les chiffres préliminaires des enquêtes PMI sur le secteur privé en Europe, qui pourraient bien montrer une légère amélioration de la confiance des entreprises en ce début de printemps.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Avril 2024
Valeur : 24 Avril 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.4771	134.4921
1	EUR	EURO	143.2450	143.3148
1	GBP	POUND STERLING	166.2880	166.3477
100	JPY	JAPANESE YEN	86.9614	86.9880
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5652	18.5675
1	CHF	SWISS FRANC	147.7770	147.8098
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.9012	97.9406
1	DKK	DANISH KRONE	19.2074	19.2112
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3198	12.3228
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1950	12.1985
1	AED	UAE DIRHAM	36.6113	36.6254
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8500	35.8569
1	KWD	KUWAITI DINAR	435.7651	436.6627
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.4275	42.8539
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.2582	13.2597
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4723	27.6130
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5407	3.5411
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.8978	176.8978

POINT-MARCHÉS

L'Europe progresse, rassurée sur la situation au Moyen-Orient

Les marchés européens avancent à l'ouverture lundi alors que la situation géopolitique s'est détendue, la séance s'annonçant calme.
À Paris, le CAC 40 avance de 0,25% à 8.042,72 points vers 07h26 GMT. À Francfort, le Dax prend 0,69%, contre 0,5% pour le FTSE , à Londres.
L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 avance de 0,5%, l'EuroStoxx 50 de 0,32% et le Stoxx 600 de 0,4%.
Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en hausse, le Dow Jones et le Standard & Poor's 500 grignotant tous deux 0,4% et le Nasdaq 0,47%.
L'Iran a minimisé la frappe de vendredi, attribuée à Israël, aucun des deux pays ennemis ne semblant vouloir poursuivre l'escalade. Les craintes géopolitiques ont mis les actifs risqués sous pression la semaine dernière, qui rebondissent donc lundi dans le monde entier.
Peu d'autres évènements sont susceptibles d'animer les échanges lundi : seul la confiance du consommateur en zone euro à 14h00 GMT, un indicateur de second ordre, pourrait faire réagir les cours.
Une conférence de la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, aura lieu à 15h30 GMT, après la clôture. Les résultats de SAP sont également attendus après la séance.
Aux valeurs, Alstom avance de 4,17% après avoir annoncé vendredi la vente de ses activités de signalisation conventionnelles en Amérique du Nord.

PARIS

Début de semaine timide, la prudence reste de mise

Après avoir ouvert en hausse vers 8070 points (+0,5%), la bourse de Paris marque le pas et cède près de 0,2%, autour des 8010 points, malgré les performances notables de Edenred (+4,5%), Teleperformance (+1,9%) ou URW (+1,7%)
La saison des résultats va commencer à tourner à plein régime aux Etats-Unis cette semaine, avec les résultats des titans de la tech Microsoft, Meta Platforms et Alphabet, qui pourraient offrir un second souffle aux marchés.
'Nous pensons que le récent contexte d'aversion au risque et la correction qui a affecté les valeurs technologiques représente une évidente opportunité d'achat avant les résultats à venir', indique Dan Ives, analyste chez Wedbush Securities.
La question est de savoir si de solides résultats suffiront à faire progresser davantage les 'Sept Magnifiques', qui ont déjà largement surperformé le marché ces derniers mois et qui affichent des valorisations élevées.
Pour rappel, la semaine passée, Netflix a publié des chiffres globalement conformes aux attentes, ce qui n'a pas empêché le cours de l'action de décrocher de 9% après son envolée des derniers mois.
Au-delà des résultats, les investisseurs vont continuer à surveiller l'évolution de l'inflation avec la parution, vendredi, de l'indice PCE aux Etats-Unis, l'indicateur de la dynamique des prix préféré de la Fed.
Avant cela, la publication - jeudi - des premiers chiffres du produit intérieur brut (PIB) américain pour le premier trimestre sera suivie de près.
Le consensus prévoit un léger ralentissement de la croissance, à 2,9%, après celle de 3,4% enregistrée au quatrième trimestre.
Dans l'actualité des sociétés tricolores, GTT a publié vendredi soir un chiffre d'affaires en hausse de 81,2% à 144,8 millions d'euros pour le premier trimestre 2024, dont 133,2 millions liés aux constructions neuves, trois millions à l'activité électrolyseurs Elogen et 8,6 millions aux services.
TotalEnergies fait part de la décision finale d'investissement du projet Marsa LNG, dans lequel il détient une participation de 80% auprès de la compagnie nationale omanaise OQ (20%).
Dans ce cadre, Technip Energies indique avoir remporté un contrat 'conséquent' (soit entre 500 et 1000 ME) pour le développement de ce projet.
Nexans indique avoir signé avec Equinor un contrat de préparation et de réponse aux situations d'urgence, accord de quatre ans portant sur les interventions clés en main de réparation de divers systèmes de câbles d'une longueur totale de près de 3000 km.
STMicroelectronics a annoncé lundi avoir étendu son accord de fourniture de plaquettes de carbure de silicium (SiC) avec SiCrystal, une filiale du groupe industriel allemand Rohm.

INTERDICTION DES DÉCHETS PLASTIQUES

Nouveau tour de négociations au canada sur un futur traité

175 pays se retrouvent mardi au Canada pour avancer sur la finalisation d'un traité contraignant qui prévoit la fin des déchets plastiques.

Cinq mois après leur dernière rencontre au Kenya, les négociateurs de 175 pays se retrouvent à partir de mardi au Canada pour avancer sur un traité mondial contraignant pour mettre fin aux déchets plastiques, mais les points de désaccord sont encore nombreux.

L'objectif fixé en 2022 est de finaliser ce texte d'ici fin 2024. Après la réunion d'Ottawa, il ne restera plus qu'une phase de négociations en Corée du Sud en fin d'année. Les pays se sont quittés à Nairobi en novembre dernier sur fond de désaccord sur l'ampleur du traité et la frustration d'ONG de défense de l'environnement face au manque d'avancées concrètes.

Néanmoins, une première mouture du futur traité existe. "Nous avons un texte, c'est une base même s'il reste beaucoup de travail à faire dessus", explique à l'AFP le ministre de l'Environnement canadien Steven Guilbeault, qui espère jouer un rôle de "facilitateur" en tant qu'hôte des négociations. Selon lui, l'objectif est de "parvenir à avoir un texte avec 60 à 70% des éléments validés" à la fin des discussions à Ottawa, le 29 avril.

Enjeu immense

Si les différentes parties se rejoignent sur la nécessité d'un traité, le fond diverge entre les ONG qui plaident pour la réduction de 75% de la production d'ici 2040 et des pays producteurs de pétrole et les lobbys de l'industrie qui militent davantage en faveur du recyclage.

L'enjeu est immense car le plastique, issu de la pétrochimie, est partout: des déchets de toutes tailles se retrouvent déjà au fond des océans et au sommet des montagnes. Des microplastiques ont été détectés dans le sang ou le lait maternel.

"Ce traité représente une opportunité monumentale", estime Neil Nathan de l'Université de Californie à Santa Barbara. "Des mesures juridiquement contraignantes sont nécessaires pour éviter un accord édulcoré qui ne répondrait pas aux besoins du moment", ajoute-t-il. Les chiffres montrent en effet que la pollution plastique ne cesse de s'aggraver: la production annuelle a plus que doublé en vingt ans pour atteindre 460 millions de tonnes. Elle pourrait tripler d'ici à 2060 si rien n'est fait. Or, seulement 9% des plastiques sont recyclés.

Le plastique joue aussi un rôle dans le réchauffement climatique: le secteur représentait 3,4% des émissions mondiales en 2019, chiffre qui pourrait plus que doubler d'ici à 2060, selon l'OCDE.

"Nous sommes à la croisée des chemins", estime EirikLindebjerg du WWF International. Ce dernier rappelle qu'une "écrasante majorité de pays a déjà appelé à l'adoption des règles mondiales contraignantes nécessaires - nos dirigeants doivent maintenant transformer ces appels en actions". Les négociations d'Ottawa nous diront s'il est possible ou non de parvenir à un accord d'ici à la fin de l'année, juge l'ONG Oceanconservancy.

SODEXO

Le groupe en charge de la restauration des JO affiche une croissance solide

Le groupe de restauration collective qui aura la charge de la distribution des repas aux athlètes lors des JO a présenté des résultats en croissance au titre de son exercice décalé 2023-2024.

Les comptes sont bons pour Sodexo qui affiche une croissance organique de 8,5% et un résultat net de +46% pour l'exercice décalé 2023-2024. Des bons chiffres dûs à une "croissance dynamique notamment dans la restauration", portée par "une belle reprise aux Etats-Unis", selon Sophie Bellon, PDG du groupe de restauration collective, invitée de Radio Classique lundi matin.

Elle y voit également les résultats de la mise en oeuvre il y a deux ans d'un plan stratégique recentré sur la restauration et la création d'expériences premium à valeur ajoutée. Le groupe a beaucoup "végétalisé" ses offres de repas.

Interrogée sur l'occupation des restaurants d'entreprise par rapport à 2019, Sophie Bellon reconnaît que le "Covid a été la pire crise de l'entreprise", et que les habitudes de restauration ont un peu changé, notamment avec l'essor du télétravail. Mais la montée en gamme de l'offre et l'innovation permettent de continuer à fidéliser les collaborateurs sur le lieu de travail selon la présidente du groupe.

Le défi de la restauration des athlètes aux JO

L'année 2024 est riche en défis puisque la filiale Sodexo Live! a remporté le contrat de restauration des 15.000 athlètes à la Cité du cinéma à Saint-Denis et sur 14 sites de compétition. La PDG décrit la préparation de cet évènement auquel le groupe travaille depuis deux ans. Elle met en avant la flexibilité requise pour s'adapter aux habitudes culinaires variées et besoins nutritionnels en fonction des disciplines. Le groupe a élaboré 550 recettes différentes et a travaillé son engagement environnemental. 100% des fruits et légumes et de la viande seront d'origine locale.

EN ATTENDANT QUE L'EUROPE FASSE DE MÊME

Les USA vont renforcer les sanctions envers l'Iran

Les Etats-Unis vont imposer de nouvelles sanctions visant l'Iran après l'attaque lancée contre Israël le week-end dernier, a annoncé la Maison Blanche, indiquant "s'attendre" à ce que ses alliés fassent bientôt de même.

"Dans les prochains jours, les Etats-Unis vont imposer de nouvelles sanctions visant l'Iran, dont ses programmes de drones et missiles", son corps des Gardiens de la révolution et son ministère de la Défense, a annoncé dans un communiqué Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden.

"Ces nouvelles sanctions, ainsi que d'autres mesures, vont poursuivre la pression continue exercée sur l'Iran afin d'endiguer et de détériorer ses capacités militaires", a ajouté M. Sullivan.

Il a également fait savoir que les forces armées américaines vont s'attacher à hausser leur niveau de préparation pour faire face à d'éventuelles nouvelles frappes de drones et missiles venues d'Iran.

"Nous nous attendons à ce que nos alliés et partenaires nous suivent rapidement avec leurs propres sanctions", relève encore le communiqué de Washington -- ce qui semble être en marche du côté de Bruxelles.

Centaines de sanctions

"L'idée est d'élargir le régime (de sanctions) existant contre les drones iraniens", a de son côté déclaré le chef de la diplomatie de l'UE Josep Borrell, à l'issue d'une réunion extraordinaire, en visioconférence, des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

L'Iran a lancé des centaines de drones et de missiles en direction du territoire israélien dans la nuit de samedi à dimanche, en riposte à une frappe, le 1er avril, sur l'annexe consulaire de l'ambassade iranienne à Damas, en Syrie.

La presque totalité des missiles et drones ont été détruits avant de toucher le territoire israélien. Il s'agissait de la première attaque directe de l'Iran contre Israël. L'armée israélienne a prévenu mardi que l'Iran ne sortirait "pas indemne" de cette attaque sans précédent.

"Depuis trois ans, en plus des sanctions liées aux drones et missiles, les Etats-Unis ont sanctionné plus de 600 individus et entités liées au terrorisme et au financement du terrorisme par le régime iranien" et les divers mouvements qui lui sont liés dans la région, a précisé Jake Sullivan.

UE/SELON ENRICO LETTA

La stratégie industrielle européenne est nécessaire pour concurrencer les États-Unis

Le rapport de l'ancien Premier ministre italien, dont une partie a été vue par Euronews, appelle à des règles plus strictes pour unifier les télécommunications, l'énergie et les marchés financiers, ainsi qu'à un nouveau code européen des affaires.

L'Europe a besoin de sa propre stratégie industrielle pour faire face aux subventions agressives des Etats-Unis. C'est l'un des arguments qui devrait être mis en avant cette semaine dans le rapport de l'ancien Premier ministre italien Enrico Letta, dont Euronews a eu connaissance. Le document sera remis à Bruxelles lors du sommet européen. Les pays de l'UE pourraient être contraints de contribuer au financement d'initiatives paneuropéennes alors que l'Union fait face à une croissance anémique, ce qui pourrait susciter des craintes d'une bataille mondiale des subventions. "L'UE doit intensifier ses efforts pour développer une stratégie industrielle compétitive capable de contrecarrer les instruments récemment adoptés par d'autres puissances mondiales, tels que la loi américaine sur la réduction de l'inflation", indique un projet d'introduction au rapport d'Enrico Letta. De nombreuses entreprises européennes sont tentées par les subventions de Washington dans les technologies propres.

Les règles de concurrence de l'UE ont été assouplies ces dernières années pour répondre à la pandémie de Covid-19. L'Union doit se montrer plus stricte, estime Enrico Letta, à travers la création d'un "mécanisme de contribution aux aides d'État" exigeant des membres de l'UE qu'ils financent "des initiatives et des investissements paneuropéens".

Le responsable italien appelle également à l'unification de différents marchés tels que la finance, l'énergie et les télécommunications, qui ont jusqu'à présent été considérés comme trop sensibles pour être régis par l'UE, ainsi qu'à un financement supplémentaire des transports.

PORSCHE CAYENNE GTS

Le bon compromis

Fraîchement mis à jour le Porsche Cayenne complète sa gamme avec une version GTS qui optimise châssis et plaisir de conduire et dérive du Turbo GT non commercialisé en Europe.

Au niveau mondial Porsche propose une variante Turbo GT du Cayenne mis à jour qui n'est pas commercialisée en Europe dont les marchés sont davantage axés sur les versions hybrides rechargeables. Pour satisfaire ses clients européens férus de performance et de plaisir de conduite sans électrification, Porsche propose donc à nouveau un Cayenne GTS, aussi bien en version normale que Coupé. Ce dernier reprend des éléments du Cayenne Turbo GT dont le V8 biturbo, et optimise les réglages de son châssis pour un comportement dynamique plus affûté.

Carrosserie et design – Porsche Cayenne GTS

Le nouveau Porsche Cayenne GTS affiche un style plus sportif grâce à un bouclier aux prises d'air redessinées, des optiques avant et arrière assombries et des jantes RS Spyder de 21 pouces spécifiques tandis que différents éléments de carrosserie – jupes latérales, élargisseurs d'ailes, etc. – sont en noir brillant, sans oublier le traditionnel badge GTS noir sur les flancs et la poupe. Petite nouveauté pour un modèle GTS, les sorties d'échappement ne sont plus noires mais bronze foncé.
Dans l'habitacle, le client a droit en série au volant sport GT, à un habillage en Race-Tex, à des sièges aux supports latéraux renforcés et peut opter pur deux packs spécifiques à la version GTS adoptant la couleur Carmine Red ou Slate Grey Neo.

Moteur et performances – Porche Cayenne GTS

Cette version GTS reprend le V8 biturbo 4 litres remanié pour une puissance et un couple majorés à 500 ch et 660 Nm, soit 40 ch et 40 Nm supplémentaires par rapport à la génération précédente. Ce moteur reste associé à la boîte automatique à huit rapports dont les temps de passages sont réduits et la réactivité est augmentée en mode Sport ou Sport Plus. Porsche annonce un 0 à 100 km/h en 4,4 s et une vitesse de pointe de 275 km/h. Pour assurer le bon fonctionnement de cette « pompe à feu » en toutes circonstances, Porsche l'équipe d'un circuit de refroidissement à eau indépendant repris à la Turbo GT.

Châssis – Porshe Cayenne GTS

Mais l'essentiel d'une Porsche GTS s'exprime au travers de son châssis et ce nouveau Cayenne GTS ne déroge pas à la règle. La suspension – pneumatique adaptative de série - est abaissée de 10 mm et intègre le système Porsche Active Suspension Management (PASM) et le système Porsche Torque Vectoring Plus (PTV Plus) repris de la Turbo GT. EN option, le client peut optimiser son package avec le PTM (Porsche Traction Management) et le PDCC (Porsche Dynamis Chassis Control). Sur le plan mécanique, les amortisseurs à double soupape augmentent la rigidité sans nuire au confort pour un meilleur maintien de caisse tandis qu'à l'arrière, les porte-fusées sont eux aussi empruntés à la version Turbo GT.

Prix et livraisons – Porsche Cayenne GTS

Les nouveaux Porsche Cayenne GTS et Porsche Cayenne GTS Coupé peuvent d'ores et déjà être commandés en Belgique pour des premières livraisons prévues durant l'été 2024.
- Porsche Cayenne GTS : 150.200 € (TVA incl.)
- Porsche Cayenne GTS Coupé : 153.900 € (TVA incl.)

BANQUES

L'IA un danger pour les postes de débutants

Des banques telles que Goldman Sachs et Morgan Stanley testent discrètement des outils d'IA qui pourraient conduire les DSI du secteur à fournir davantage de services IT à des robots et moins à des employés.

Les banques et les sociétés d'investissement globales envisagent déjà de remplacer les postes d'analystes financiers débutants par l'intelligence artificielle (IA), les deux tiers de ces postes étant susceptibles d'être supprimés. Ce mouvement anticipé pourrait complètement transformer la façon dont ces entreprises recrutent de nouveaux collaborateurs et la façon dont elles gèrent et fournissent la technologie à leurs employés. Selon un article du New York Times, de grandes banques telles que Goldman Sachs et Morgan Stanley testent des outils d'IA qui pourraient un jour remplacer en grande partie les analystes débutants et automatiser les heures que ceux-ci consacrent à la compilation et à l'interprétation de rapports, ainsi qu'à la production de chiffres et statistiques - un travail que les outils d'IA générative peuvent effectuer en l'espace de quelques secondes.Les grands établissements bancaires testent discrètement des outils d'IA, sous des noms de code tels que Socrates, qui pourraient un jour leur éviter d'embaucher des milliers de diplômés de l'enseignement supérieur, selon le quotidien américain. Rappelons que Goldman Sachs a estimé qu'environ 300 millions de travailleurs pourraient être affectés de manière significative par l'IA. Les sociétés de services financiers semblent dès aujourd'hui s'orienter vers la concrétisation de cette prédiction.

Automatiser de « longues heures de travail et des tâches pénibles »

Ces organisations utilisent déjà de nombreux types d'automatisation, depuis les vénérables outils de programmation et de planification des tâches utilisés par environ la moitié des organisations, jusqu'à des technologies plus modernes telles que le traitement intelligent des documents ou l'automatisation des processus à l'aide de l'IA, utilisées par respectivement 27 % et 33 % des entreprises de la finance, selon le rapport de SMA Technologies (The State of Automation in Financial Services 2024 ; soit l'état de l'automatisation dans les services financiers en 2024).
L'une des principales raisons pour lesquelles l'IA pourrait perturber les carrières des débutants dans les services financiers réside dans son potentiel d'automatisation du traitement de l'information, qui constitue une grande partie de leur description de poste. En outre, nombre de ces employés sont victimes d'épuisement professionnel en raison des « longues heures de travail et des tâches pénibles » que ces postes impliquent, ce qui en fait une option de moins en moins attrayante pour les diplômés de l'enseignement supérieur, malgré les salaires attractifs proposés, selon un précédent article du même New York Times.
Les représentants de Goldman Sachs, JP Morgan Chase et Morgan Stanley n'ont pas immédiatement répondu aux demandes de commentaires sur leurs projets en matière de mise en oeuvre de l'IA ou sur les modifications éventuelles de leurs stratégies de recrutement.

Transformer le lieu de travail

Si l'IA générative transforme déjà le lieu de travail, reste àsa voir dans quelle mesure elle aura un impact sur les emplois occupés par les humains. À l'heure actuelle, la plupart des organisations en sont aux phases expérimentales de l'utilisation de la technologie pour compléter les tâches de leurs employés, mais cela devrait changer, et rapidement, selon les experts. Le secteur financier étant sur le point d'être l'un des premiers à adopter l'IA à grande échelle, les DSI et les autres employés de ce secteur seront probablement parmi les premiers à percevoir l'impact de cette technologie sur les carrières au sein de leur entreprise. Les services financiers, le droit et les études de marché sont les trois principaux secteurs à devoir ressentir les effets de la mise en oeuvre de la GenAI, selon un rapport intitulé Generative Artificial Intelligence and the Workforce, rédigé par la Society for Human Resource Management (SHRM) et le Burning Glass Institute. Et ce même rapport cite Morgan Stanley, Bank of America et Northwestern Mutual comme étant les entreprises les plus exposées (l'étude se limite aux grandes sociétés américaines).

Impact à court mais aussi à long terme

Pour les DSI de ces secteurs, cela peut signifier qu'il y aura moins d'employés ayant des besoins technologiques à organiser et superviser ; cependant, ils devront relever des défis nouveaux et différents, comme la mise en oeuvre et la gestion des outils d'IA et des différents rôles associés dans l'organisation.
À court terme, pour les services financiers, l'IA générative permettra en particulier d'automatiser davantage l'analyse et la production de rapports financiers, d'améliorer les efforts d'atténuation des risques et d'optimiser les opérations financières, selon un rapport intitulé The implications of generative AI in Finance (Les implications de l'IA générative en finance), rédigé par le cabinet de conseil Deloitte. Mais il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg, selon le cabinet. « Avec sa capacité à traiter de vastes quantités de données et à produire rapidement un contenu inédit, l'IA générative promet des bouleversements progressifs que nous ne pouvons pas encore anticiper », indique le rapport.

Pour déployer l'IA générative, Goldman Sachs lorgne vers des architectures hybrides

Entraîner son propre grand modèle de langage ? Trop cher, même pour Goldman Sachs. Le DSI de la banque lorgne plutôt vers des approches hybrides associant LLM et modèles plus spécialisés.
Dans une interview sur le site de Goldman Sachs, le DSI de la banque américaine, Marco Argenti, livre son analyse de l'évolution des usages de l'IA générative par les entreprises. Soulignant combien l'approche de ces dernières a largement évolué au fil de mois : « Au début, tout le monde voulait entraîner son propre modèle, construire son modèle propriétaire avec ses données propriétaires, en gardant les données largement on-premise pour assurer un contrôle étroit. Puis, les gens ont commencé à réaliser que, pour obtenir le niveau de performances des grands modèles, il faut répliquer une infrastructure qui est tout simplement trop chère - de l'ordre de centaines de millions de dollars. »
GPT-4, le dernier des grands modèles de langage (LLM) d'OpenAI, a probablement été entraîné en utilisant des milliers de milliards de mots de textes et en mobilisant des milliers de processeurs. Un processus dont le coût est estimé justement à plus de 100 millions de dollars.

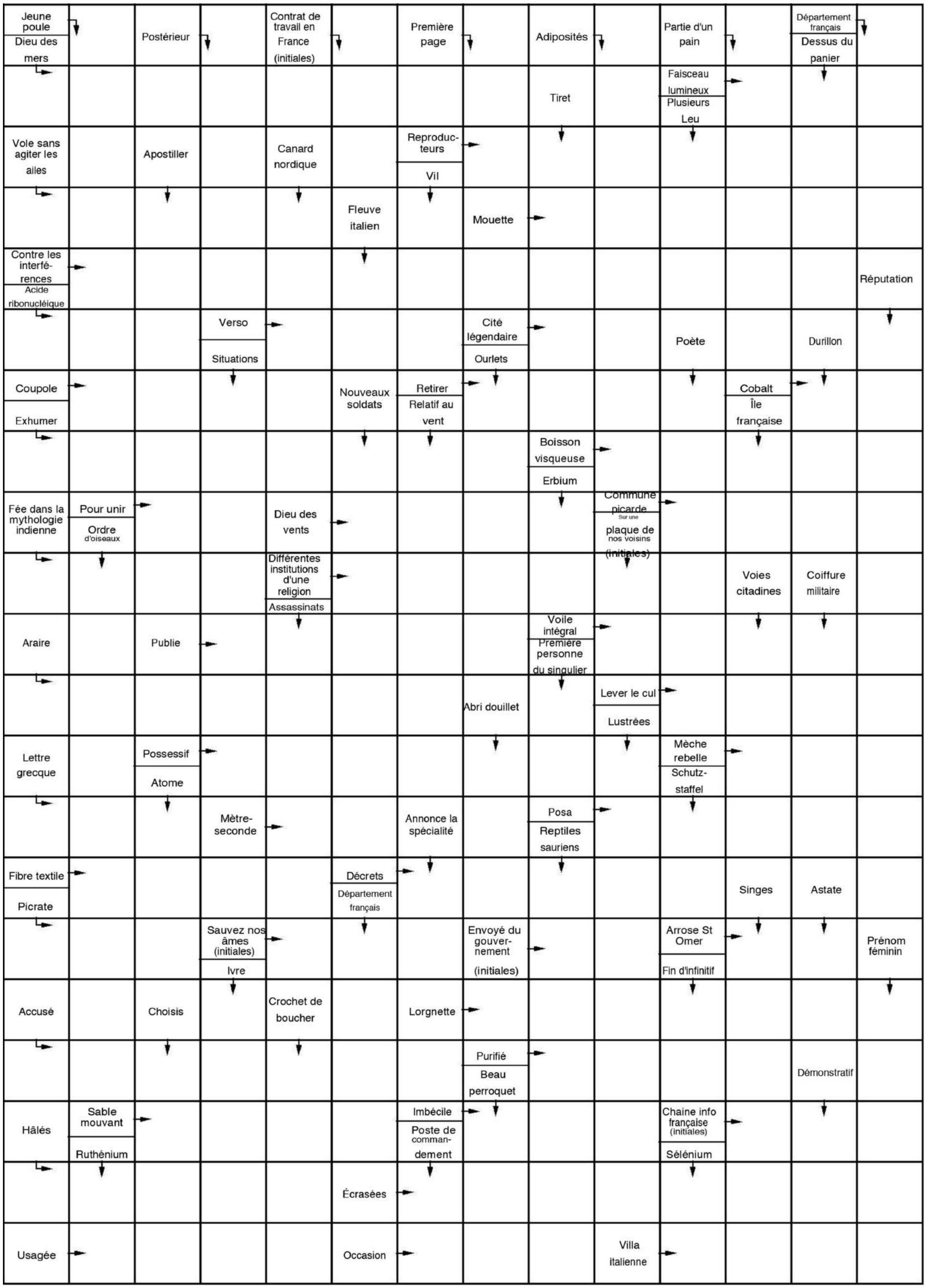
Le LLM ? « Un cerveau pour interpréter le prompt »

D'où la réflexion de Marco Argenti en faveur d'une architecture hybride, associant des LLM préentraînés - « appréciés pour certaines de leurs capacités, dans le raisonnement, la résolution de problèmes et la logique » - et des modèles plus petits, souvent Open Source et spécialisés sur des tâches spécifiques, via un entraînement à partir de données propriétaires. Autrement dit l'association de modèles de fondation disponibles sur le cloud, exploités pour dissocier des problèmes complexes en une somme de problèmes plus élémentaires, et de modèles plus spécialisés, hébergés sur des infrastructures on-premise ou sur des clouds privés et prenant en charge ces tâches spécialisées. « L'IA générative hybride consiste à utiliser les grands modèles comme une sorte de cerveau chargé d'interpréter le prompt », dit le DSI. Et de préciser : « les secteurs qui s'appuient beaucoup sur des données propriétaires et qui sont soumis à une réglementation très stricte seront très probablement les premiers à adopter cette architecture. » Une remarque qui vaut évidemment pour la banque.

RAG, vectorisation et prompt engineering

« Au début, tout le monde pensait que sans son propre modèle préentraîné, il serait impossible d'exploiter la puissance de l'IA en entreprise, reprend Marco Argenti. Aujourd'hui, des techniques appropriées telles que le RAG (Retrieval-augmented generation), la vectorisation du contenu et le prompt engineering offrent des performances comparables, voire supérieures, à celles des modèles préentraînés dans quelque 95 % des cas d'utilisation, et ce pour une fraction du coût. »
Si, pour le DSI, 2024 sera fortement axé sur la recherche de cas d'usage de l'IA apportant un ROI, il s'attend également à l'émergence d'un écosystème d'outils complémentaires, assurant la sécurité, la conformité ou la protection des données pour les applications d'IA, « à mesure que technologie va s'imposer dans les tâches critiques ». Et de prévoir encore l'apparition de modèles multimodaux, adaptés par exemple à l'interprétation de séries temporelles. « C'est peut-être là que nous verrons la prochaine course [entre les acteurs du secteur, NDLR] pour saisir une variété de cas d'utilisation encore inexploités à ce jour », dit Marco Argenti.
En mars dernier, le DSI, qui a rejoint Goldman Sachs en 2019 en provenance d'Amazon, expliquait que les équipes de développeurs de la banque utilisaient l'IA générative pour générer du code informatique et le tester. Tout en présentant ces premiers usages comme des expérimentations. En novembre 2023, un responsable de l'innovation au sein de The Firm - le surnom de Goldman Sachs - indiquait que l'établissement travaille sur une douzaine de projets incorporant l'IA générative, présentant alors les usages autour du développement IT (génération de code et écriture de documentation) parmi les plus avancés. Aucun de ces projets n'est toutefois associé à une application directement liée à la clientèle, en raison de la régulation, avait alors souligné le responsable de Goldman Sachs

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 23 avril 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

36 morts et 1654 blessés en une semaine

Trente-six (36) personnes sont décédées et 1654 autres ont été blessées dans 1319 accidents de la route survenus durant la période du 14 au 20 avril, à travers le pays, selon un bilan rendu public lundi, par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec 03 morts et 53 blessés, suite à 35 accidents de la route, note la même source. Par ailleurs, les équipes de secours de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 1151 interventions pour l'extinction de 731 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger (96 incendies), Blida (37) et Chlef (36). Les mêmes secours ont également effectué 5889 interventions durant la même période pour le sauvetage de 377 personnes en situation de danger et exécuté 5130 opérations d'assistance diverses.

LE PREMIER MINISTRE REÇOIT LE DG DE L'OIT

L'Algérie remerciée pour ses efforts dans le cadre de la promotion du dialogue social en matière de travail

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a reçu, lundi à Alger, le Directeur général (DG) de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Gilbert Houngbo, qui effectue une visite de travail en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre.
La rencontre, tenue au Palais du Gouvernement, s'est déroulée en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, note la même source.
Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue « les différents projets et activités s'inscrivant dans le cadre de la coopération bilatérale, ainsi que les dossiers inscrits à l'agenda de l'OIT notamment l'Initiative de Coalition mondiale pour la justice sociale », ajoute le communiqué.
M. Houngbo a, dans ce cadre, adressé ses « vifs remerciements à l'Algérie pour son soutien continu à l'OIT et ses efforts dans le cadre de la promotion du dialogue social en matière de travail », se félicitant, par là même, « des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer le caractère social de l'Etat et réaliser la justice sociale, outre les réformes relatives à l'exercice du droit syndical », conclut le communiqué.

BOUIRA

Fermeture temporaire de la RN 15 à Aghbalou

La route nationale (RN) 15 est temporairement fermée à la circulation à partir de lundi à Aghbalou, à l'est de Bouira, suite à un glissement de terrain, a-t-on appris auprès de la direction des travaux publics (DTP).
Le glissement de terrain survenu sur le point kilométrique 74+000 de la RN 15 à Aghablou, a entrainé la fermeture de cette voie pour une durée d'une semaine afin de « chercher les solutions nécessaires pour sa réhabilitation », a déclaré à l'APS le directeur des travaux publics, Noureddine Gasmi.
« Nous devons faire des sondages du sol et ces travaux nécessitent le déploiement de grosses machines sur la voie qui entrainera la fermeture de la route pendant une période », a encore expliqué le directeur des travaux publics.
Suite à la fermeture de la RN 15 au niveau d'Aghbalou, la circulation automobile a été déviée vers d'autres voies comme le chemin communal Bouaklane, puis vers la RN 10, en direction d'Aghablou, Selloum, Bahalil, et Tizi Ouzou, selon les détails fournis par le même responsable.

RAPPORT

Seulement 44% des ménages africains bénéficient d'un approvisionnement fiable en électricité

Le rapport souligne que les progrès de l'électrification sur le continent demeurent lents et inégaux. D'autant plus que de larges franges de la population comme les ménages ruraux et pauvres n'ont pas encore accès à cette forme d'énergie cruciale pour le développement économique et social. Moins de la moitié (44%) des ménages africains bénéficient d'un approvisionnement en électricité qui est disponible « la plupart du temps » ou « tout le temps », selon un rapport publié le 11 avril 2024 par le réseau panafricain de recherche Afrobarometer. Intitulé « Le fossé électrique : Des progrès légers et inégaux ne touchent pas encore de nombreux Africains », le rapport se base sur un sondage réalisé entre 2021 et 2023 auprès d'un échantillon de 53 444 personnes dans 39 pays africains situés dans les diverses sous-régions du continent.
Les écarts entre les pays étudiés en matière de fiabilité de l'approvisionnement en électricité sont considérables, allant d'un ménage sur 10 au Malawi et en Sierra Leone à la quasi-totalité à Maurice (99%) et aux Seychelles (96%). Une moyenne à travers 39 pays, un service de fourniture d'électricité fiable disponible « la plupart du temps » ou « tout le temps » est beaucoup plus courant dans les villes (65%) que dans les zones rurales (24%). Il s'accroît également avec le statut économique des répondants, allant de 27% des ménages les plus pauvres à 77% des ménages les plus riches.
Les progrès réalisés en matière de fiabilité de l'approvisionnement en électricité sont globalement lents. En moyenne à travers les 31 pays régulièrement sondés entre 2014/2015 et 2021/2023, la proportion des ménages africains bénéficiant d'un approvisionnement fiable en électricité ne s'est accrue que de 4 points de pourcentage.
Le rapport révèle d'autre part que plus des deux tiers environ des Africains vivent dans des zones de dénombrement desservies par un réseau électrique. Alors que toutes les zones de Tunisie et des Seychelles sont desservies par un réseau, seules trois zones sur 10 environ à Madagascar et au Zimbabwe bénéficient du même accès.

De grands écarts entre les pays en matière de raccordement

Mais lorsqu'un réseau électrique est accessible, des considérations de coût pourraient empêcher certains ménages de s'y raccorder. En moyenne à travers 39 pays, si 68% des zones de dénombrement sont desservies par un réseau électrique, 60% seulement des ménages sondés y sont raccordés. Ainsi, 40% des ménages ne sont pas raccordés à l'électricité, soit parce qu'il n'y a pas de réseau électrique, soit parce qu'ils ne sont pas raccordés à un réseau existant.
Le raccordement à un réseau électrique est pratiquement universel aux Seychelles, à Maurice et en Tunisie, et dépasse neuf ménages sur dix au Maroc, en Afrique du Sud, en Eswatini et au Cap-Vert. Moins d'un tiers des ménages seulement sont cependant raccordés au Niger, au Burkina Faso, en Sierra Leone, au Zimbabwe, en Ouganda, à Madagascar et au Malawi.
De plus, les ménages ruraux (35%) et les ménages en situation de grande pauvreté (45%) ont approximativement deux fois moins de chances que les ménages urbains (86%) et les ménages non pauvres (87%) de bénéficier d'un raccordement à l'électricité.
Le rapport souligne par ailleurs que la fourniture d'électricité occupe la 9è place dans le classement des problèmes les plus importants auxquels les Africains souhaitent que leurs gouvernements s'attaquent, loin derrière le chômage, la gestion de l'économie, la santé, l'eau, les infrastructures routières, l'éducation, le crime et l'insécurité alimentaire, mais devant la corruption et l'agriculture et les salaires.
Toutefois, le niveau d'inquiétude par rapport à l'électricité varie considérablement d'un pays à l'autre. Au moins trois citoyens sur dix considèrent que l'approvisionnement en électricité est une priorité absolue pour le gouvernement au Nigeria, en Afrique du Sud et au Bénin, tandis que 1% ou moins partagent cette préoccupation en Tunisie, à Maurice, au Botswana, aux Seychelles, au Burkina Faso, au Maroc, au Malawi et en Eswatini.

Ecofin

BANQUES

L'ABEF organise aujourd'hui une journée de sensibilisation sur l'épargne

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) organise, mardi à Alger, une journée de sensibilisation au profit des élèves brillants relevant de la Direction de l'éducation d'Alger-centre, sur l'épargne et son rôle dans le renforcement de l'inclusion financière, ainsi que l'organisation de la Bourse d'Alger et le déroulement de ses opérations.
L'organisation de cette campagne, qui se déroulera au siège de la Bourse d'Alger, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée arabe de l'inclusion financière, et ce, en coordination avec l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) et le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), a indiqué lundi un communiqué de l'ABEF.
Cette action vise principalement à faire connaitre les services financiers aux élèves et étudiants, en vue de renforcer la culture financière en milieux éducatifs. Lors de cet évènement, des explications seront fournies sur les concepts de l'épargne, de l'inclusion financière, du marché financier et des opérations de Bourse, selon la même source. Cette manifestation sera marquée par la participation du président de l'ABEF et de son commissaire général, du président de l'UAR et de son commissaire général, du directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV), outre des cadres du secteur des Finances et de la Direction de l'éducation d'Alger-centre.

CENTRE COMMERCIAL GARDEN CITY

Ouverture d'une nouvelle salle de cinéma

Une nouvelle salle de cinéma, dotée de moyens techniques et d'équipements numériques de dernière génération, a été inaugurée, dimanche à Alger, en présence de hauts responsables du ministère de la Culture et des Arts et de professionnels du 7e Art.
Ouverte au 3e étage du centre commercial Garden City, sis dans la localité de Ouled Fayet à Dely Ibrahim, la salle vient s'ajouter aux trois espaces de projection déjà opérationnels du complexe cinématographique TMV (Trending Music and Video).Ce nouvel espace dédié au 7e Art a été inauguré en présence du secrétaire général du département de la Culture, du fondateur du groupe TMV Production et Exploitation, Liès Aït Aoudia, et de responsables d'institutions cinématographiques sous tutelle. Le complexe TMV surplombe le centre commercial Garden City, un bâtiment emblématique qui rappelle des«images et des scènes de vie bien connues de La Casbah d'Alger », une idée de l'architecte-concepteur algérien, Tarik-Bey Ramdane, Prix national d'architecture du président de la République en 2021. Le représentant de la ministre de la Culture et des Arts a mis en exergue l'intérêt porté par le président de la République à l'égard du cinéma, de l'industrie du cinéma et des professionnels du 7e Art en encourageant l'investissement dans ce domaine appelé à défendre, sauvegarder et promouvoir l'histoire glorieuse de l'Algérie et sa richesse culturelle. Ila également rappelé que la ministre de la Culture et des Arts «a toujours veillé à l'accompagnement et au soutien de tous les projets cinématographiques en mettant des moyens à la disposition des investisseurs ».